

# L'impératif de « transition énergétique » comme double peine pour un territoire de la production énergétique soumis à reconversion

Joseph Cacciari

Volume 14, numéro 3, décembre 2014

Transition énergétique : contexte, enjeux et possibilités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034924ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

## Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal  
Éditions en environnement VertigO

## ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

## Citer cet article

Cacciari, J. (2014). L'impératif de « transition énergétique » comme double peine pour un territoire de la production énergétique soumis à reconversion. *VertigO*, 14(3).

## Résumé de l'article

Les discours politiques internationaux sur « la transition énergétique » omettent parfois de se placer à hauteur d'homme et de prendre appui sur l'histoire collective. Ils énoncent alors des objectifs relatifs aux changements dans les modes de vie à partir d'une vision de l'avenir fondée sur des équilibres souhaitables, indépendamment des conditions de leur avènement. Vue « d'en bas », pourtant, la transition énergétique ne procède pas d'une transposition homogène et mécanique de ces enjeux. Bien plus, elle mobilise parfois chez les agents sociaux des expériences du passé à partir desquelles ils examinent les conséquences sociales des déformations antérieures du mix énergétique et y associent des transformations des modes de vie. Regarder un tel processus à l'échelle d'un territoire comme Gardanne, au coeur de l'ancien bassin minier de Provence (Bouches-du-Rhône), qui a amorcé un changement de modèle énergétique dès les années 1990, anticipant l'arrêt de l'extraction de charbon local, permet de saisir la transition énergétique sous d'autres angles. Bien sûr en ce qu'elle bouleverse les habitudes de consommations et le rapport à l'énergie à toutes les échelles, mais aussi en ce qu'elle vient remettre en question la cohésion locale, centrée sur des dimensions productives et symboliques liées à l'énergie. Les transitions économique, symbolique et énergétique enchevêtrées là se prêtent bien à interroger la complexité des transformations de l'organisation sociale qui sont liées au changement de modèle énergétique. L'article s'appuie sur une enquête de deux années menée localement à différentes échelles d'observations de la transition énergétique en-train-de-se-faire et sur une perspective tant diachronique que synchronique de ce processus.

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2014



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Joseph Cacciari

# L'impératif de « transition énergétique » comme double peine pour un territoire de la production énergétique soumis à reconversion

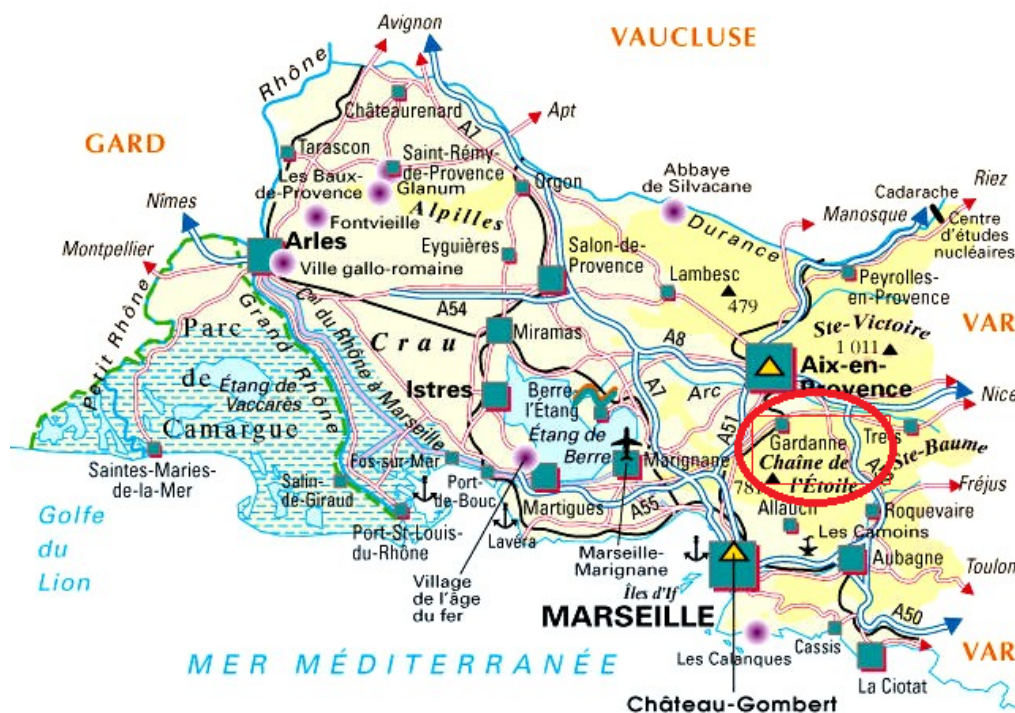
## Introduction

- 1 La politique énergétique, objectivable *a minima* à travers des choix variant dans le temps pour favoriser le recours à telle ou telle source d'énergie, est classiquement une affaire d'État. On en a la démonstration dans le cas français avec les investissements d'État au XX<sup>e</sup> siècle dans le développement de l'électricité d'origine hydraulique puis nucléaire et, aujourd'hui, avec ses initiatives en faveur d'une diversification des sources d'énergie autour de l'éolien et du solaire, ou encore à travers son soutien à de grandes entreprises publiques de l'énergie, y compris dans un contexte de désengagement de l'État du secteur productif. Cela semble moins nettement l'affaire, en première approximation, des collectivités territoriales et, tout spécialement, des communes, seulement associées à la mise en œuvre de cette politique par les équipements de production que certaines accueillent sur leur territoire<sup>1</sup>. Pourtant, ces échelons administratifs sont supposés avoir aujourd'hui un rôle important à jouer en la matière. Les collectivités territoriales ont, d'une part, à relayer les engagements pris par la France au plan international, notamment en ce qui concerne les politiques de développement durable, par exemple sous la forme d'Agendas 21 locaux qui prennent dès leur création des formes très diverses (Alebon, 2002; Andres et Faraco, 2007) ou les politiques de maîtrise de la demande énergétique. Elles sont, d'autre part, obligées de prendre en compte l'évolution des coûts de l'énergie qui impacte leur budget de fonctionnement jusqu'à les amener à faire des choix d'investissements ou à mettre en œuvre des actions d'économies des flux toujours susceptibles de dégager de nouvelles ressources. Elles accueillent, en outre, parfois, des infrastructures de production d'énergie renvoyant à des choix politiques antérieurs dont il faut assumer une partie des conséquences, notamment en cas de revirement de la politique énergétique nationale et d'abandon de ces orientations. Bref, autant de dimensions qui concourent, comme on le verra, au cadre de référence d'action publique concernant la transition énergétique à l'échelle communale. Sans exclure que le thème de l'énergie puisse être, ici ou là, transfiguré en enjeu politique local permettant à l'équipe municipale de capitaliser du soutien électoral.
- 2 Ces premières considérations sont lourdes d'enjeux. Si l'État a une politique énergétique susceptible de variations dans le temps, parfois dépendantes des choix passés et en raison de différents facteurs (tarissement d'une filière, élévation des coûts, enjeux environnementaux), il revient, au moins en partie, aux communes (ou aux intercommunalités) d'en assumer les implications (ici et maintenant et dans le temps) du point de vue politique, environnemental, économique ou social. Il s'agit alors pour ces collectivités territoriales d'« inventer » une politique énergétique locale afin de transfigurer une contrainte structurelle, une injonction, en opportunité politique directement mobilisable dans le jeu électoral local. Ce fait apparaît d'autant plus saillant dans la période actuelle, désignée par de nombreux acteurs sociaux comme celle de « la transition énergétique ». C'est une période où s'impose effectivement l'idée que les anciens choix de développement doivent être révisés et que les options énergétiques passées ne sont plus, au moins dans leur volume, celles de l'avenir. Mais, vue « d'en bas », la transition énergétique ne procède pas d'une transposition homogène et mécanique des enjeux macrosociaux, ce qui se manifeste sous la forme d'un écart entre les attentes des décideurs internationaux et les réalisations effectives (Rumpala, 2010). Bien plus, elle mobilise chez les agents sociaux des expériences du passé à partir desquelles ils examinent les conséquences sociales des déformations antérieures du mix énergétique et y associent des transformations des modes de vie<sup>2</sup>. Les traces de ses transformations passées

(apprentissage et savoirs pratiques, équipements, définition du confort acceptable) sont toujours présentes chez l'homme d'aujourd'hui et elles pèsent sur les choix actuels et futurs, notamment lorsque les individus sont dans l'obligation de réaliser des arbitrages en termes de mode de vie. Ces agents sociaux se trouvent alors bien souvent éloignés du « client idéal » des politiques de développement durable, *c.-à-d.* celui « auquel les acteurs publics veulent/pensent avoir à faire » (Chavanon et al., 2011), un acteur libéré du passé, réagissant au signal des prix et qu'on peut mobiliser à partir d'incitations comportementales. L'avènement du « tout électrique » à partir des années 1970 a, par exemple, entraîné pour les ménages de nombreux changements en matière de confort et de consommation, parfois stigmatisants pour ceux qui s'en tenaient à l'écart (Le Goff, 1994; Herpin et Verger, 2008). Il en va de même de l'abandon de l'activité d'extraction du charbon. En France, les sciences sociales ont bien montré combien la disparition des mines de charbon a précipité la dissolution du système social qui leur était associé (Schwartz, 1989). La fin de cette *filière productive* n'a pas manqué, en effet, d'être également la fin d'un mode d'être au monde, celui de la culture « minière » avec son système de *consommation* et de *reproduction sociale intergénérationnelle*. On peut penser que le démantèlement des centrales nucléaires en France entraînera de même des implications à différents niveaux de l'organisation sociale. On peut aussi dire que ces changements ne peuvent s'examiner simultanément à l'avènement d'une décision politique, mais qu'ils s'observent sur le temps long, à partir d'une autre temporalité.

- 3 L'exemple de Gardanne (Bouches-du-Rhône, France) se prête bien à documenter les conséquences possibles d'une transition énergétique sur les organisations locales et dans le même mouvement à approfondir ce questionnement sur l'intérêt d'étudier la transition énergétique « par le bas » et dans le temps en ce qui concerne ses implications indissociablement énergétique, sociale, économique et politique, à différentes échelles d'observation.

Figure 1. Situation de Gardanne dans le département des Bouches-du-Rhône (France).



Source : Observatoire Hommes-Milieu du Bassin Minier de Provence.

- 4 En effet, il s'agit là d'un territoire où l'énergie a longtemps occupé une place de choix dans l'organisation économique et sociale locale *via* notamment l'entreprise minière qui fut longtemps le premier employeur de la commune (Daumalin et al., 2005) avant la fermeture de son dernier puits en janvier 2003. Le poids de l'énergie et de la présence du système

minier dans l'organisation locale n'était pas uniquement économique, mais, comme je le détaillerai dans la suite de l'article, structurant des rapports sociaux locaux, des possibilités d'identification et d'affiliation territoriale. Ce territoire subit également, du fait de la fin de cette industrie, une injonction à la reconversion économique et sociale. L'ordre social local a basculé progressivement et de façon schématique d'une configuration à une autre. Dans la première dominaient deux grands donneurs d'ordre implantés sur le territoire, Charbonnages de France et Péchiney. Ce deuxième groupe était propriétaire d'une usine d'alumine profitant du gisement de bauxite des environs et de l'extraction locale du charbon pour une production très consommatrice en électricité, tirée du charbon par une centrale thermique longtemps exploitée par Charbonnages de France et EDF. Aujourd'hui, pour pallier à l'arrêt de l'extraction locale de charbon, cette centrale thermique est alimentée par du charbon importé de l'étranger et prépare sa reconversion partielle à partir du bois. L'usine d'alumine, elle, est en sursis après plusieurs changements de propriétaire et devant les perspectives limitées des marchés européens. La dynamique de transition énergétique actuelle fragmente ainsi l'ancienne organisation locale. Dans ce contexte, le discours de la transition énergétique est exhibé par les acteurs publics locaux comme l'une des voies du redressement économique de la commune, et ce sans qu'aucune alternance politique ne se soit produite au niveau local depuis la fermeture de la mine. Toutes ces variations socio-historiques semblent susceptibles de mettre en évidence un ensemble de dimensions participant à faire de la transition énergétique un impératif non pas seulement environnemental, mais également social et politique. C'est l'hypothèse principale explorée par cet article.

- 5 L'objectif central est en définitive d'affiner la compréhension et de documenter les effets d'une transition énergétique sur les structures sociales, à différents niveaux. Le cadre d'analyse sous-tendu par cette proposition puise sa source dans une sociologie attentive à la force contraignante des cadres sociaux sur les pratiques et les positions sociales, au poids de la socialisation (primaire, mais aussi « secondaire ») sur les choix tout au long de la vie, à la prégnance des institutions au sens large, c'est-à-dire aussi la famille ou le groupe de pairs. C'est là quelque chose que suggère déjà Denis Laforgue en matière de consommation d'énergie (2012). On peut dire que ce cadre d'analyse est d'inspiration « bourdieusienne ». Cependant, je tiendrai compte des critiques adressées par Bernard Lahire (1998) à ce courant. Je tenterai ainsi de préciser ici dans quelles conditions une transformation des institutions ou des cadres sociaux de la production et de la consommation d'énergie est susceptible d'opérer des désajustements problématiques entre dispositions héritées de la socialisation, références issues de la trajectoire sociale et sphères de normativités concurrentes au moment où sonne l'impératif de transition pour le personnel politique et les consommateurs. Je voudrais être aussi précis que possible sur les différents contextes de socialisation « énergétique » et de leurs effets sur les enquêtés. Je montrerai que le thème de l'énergie n'est pas isolé de l'ensemble du cours de l'existence de ces individus. En tirant des leçons du passé, j'entends aussi aller au-delà des discours prospectifs sur la transition énergétique, en tout cas ceux qui se concentrent seulement sur les variations d'usage des sources d'énergie et de leur disponibilité, pour mettre en évidence les liens entre système de production, consommation et organisation sociale. Ce ne sont donc pas seulement les déformations dans le mix énergétique et les discours publics qui me préoccuperont, mais aussi les manières dont les citoyens ordinaires se trouvent eux-mêmes pris dans des transitions énergétiques, avec des temporalités décalées, dans une acception différente et inégalement en fonction de leurs propriétés sociales.

## Approche et déroulé de l'argumentaire

- 6 L'enquête présentée ici a été menée entre 2011 et 2013<sup>3</sup>. Elle comprend une perspective diachronique autant que synchronique de la politique gardannaise autour du thème de l'énergie et des conséquences sociales de la transition énergétique de fait qui s'est jouée là au tournant des années 1990 et dont les conséquences se font sentir jusqu'à ce jour. Par cette enquête, j'ai d'abord souhaité identifier l'inscription de cette catégorie au répertoire des élus locaux, puis la mettre en perspective avec les facteurs qui participent à l'imposer et à la légitimer au plan local. Il s'est agi ensuite d'observer ses manifestations ici et maintenant à différents niveaux,

notamment lorsque cette transition est susceptible d'affecter les groupes sociaux du territoire, voire de fragiliser leur mode de vie ou le destin social de lignée familiale. Des analyses ont donc été menées aux trois échelles des acteurs individuels, des institutions locales et des groupes constitués (syndicat, partis, etc.) pour observer la transition énergétique en train de se faire.

- 7 Autour de ces échelles d'observation, l'article est ordonné de la manière suivante. Dans une première partie, je mets en évidence les contraintes et les opportunités ouvertes par le processus de transition énergétique qui se joue à Gardanne et qui est à considérer comme une véritable entreprise politique. Je montre alors également que la transposition locale du thème de la transition énergétique, tant dans son contenu que dans son mode de légitimation, n'est pas indépendante des acteurs qui la portent ni du contexte où elle émerge. Je cherche dans un second temps à examiner comment ce processus impacte concrètement les groupes sociaux, ici principalement à travers l'exemple des anciens mineurs de Provence. Cette focalisation sur le groupe des anciens mineurs se justifie au moins de trois façons. Premièrement, les employés de la mine ont pu représenter, au plus fort des effectifs (c'est-à-dire le début des années 1950), près de 30 % de la population locale (sans tenir compte de la taille des ménages). Deuxièmement, la stabilité de leur situation a longtemps participé à la cohésion locale, scandant le temps de la « ville-usine » (Garnier et Luciano-Morandat, 2006), mais aussi son économie et son identité sociale. Enfin, cette population est directement impactée par la transition locale en matière d'énergie, dans la mesure où elle a elle-même été consommatrice du charbon extrait sur place. Cette seconde partie me permet d'appuyer l'idée que la transition énergétique, lorsqu'elle est saisie au niveau du consommateur ou d'un groupe restreint, peut être facteur de vulnérabilité et venir remettre en cause l'identité sociale et le mode de vie hérité, sans qu'il soit toujours possible aux individus de se défaire de manière autonome des difficultés que cela leur pose. Après avoir montré à partir de ces deux entrées que la principale conséquence de la transition énergétique gardannaise concerne une crise de la reproduction sociale d'une partie de la société locale, je discute pour conclure mes résultats en essayant de les généraliser.

## La transition énergétique de Gardanne, contraintes ou opportunités<sup>4</sup> ?

### Méthode

- 8 Lors de mon enquête, j'ai d'abord suivi la mise en politique du thème de la transition énergétique au niveau de la commune de Gardanne afin d'identifier qui en étaient les entrepreneurs à cette échelle et pourquoi ils s'investissaient dans la cause de la « transition énergétique ». Après tout, ce ne sont pas tous les bassins miniers français qui ont pris à bras le corps cette thématique. Pourquoi, à Gardanne, se trouve-t-elle majorée? « Quand et par qui » ont été les questions liminaires de cette première phase de la recherche. Pour le « quand », j'ai contextualisé les thèmes figurants au répertoire des élus et situé l'énergie parmi eux. J'ai dépouillé pour cela les délibérations du conseil municipal et le magazine de la commune, Énergie, depuis 1991. Pour le « qui », j'ai mené une étude prosopographique autour des acteurs impliqués sur cette thématique. Ce travail s'est appuyé sur des entretiens avec ces acteurs et des informateurs locaux. J'ai aussi mobilisé des sources secondaires : portrait dans la presse, blog personnel, dossiers municipaux. À partir de ces entrées, j'ai essayé de montrer que tout ce processus se joue au moins à deux niveaux d'activation. Pour résumer, on peut dire que le premier niveau est lié à la reconversion économique du territoire suite à la décision de l'arrêt de l'exploitation des houillères de Provence. À un second niveau, c'est la diversification du répertoire local d'action politique et la reproduction des supports d'identification collective et de cohérence territoriale qui sont en jeu.

### Une transition longtemps bien tempérée et au contenu qui évolue dans le temps

- 9 La transition énergétique à Gardanne c'est, d'abord, la fin d'une source locale d'approvisionnement en combustible pour des équipements communaux, mais aussi pour certains ménages. Je vais me concentrer ici autour du premier cas. Je reviendrai sur le

deuxième dans la seconde partie de l'article. L'exploitation charbonnière locale a longtemps alimenté les chaudières de la commune en combustible, certainement à un prix concurrentiel, sans qu'il soit possible de documenter précisément cet élément. La fermeture de la mine a donc une conséquence directe sur le mix énergétique de la Collectivité. Suivons ce fil pour commencer à dérouler l'argumentaire. Est-ce que la transition énergétique a d'abord concerné la diversification des modes de production et de consommation énergétique au niveau local? Cette dernière se contente-t-elle de diffuser des « signes » (messages, informations, sensibilisation) ou génère-t-elle des « supports d'action matériels »? En suivant les traces et l'histoire de ce processus, on peut repérer un travail de transition en plusieurs séquences.

10 La première séquence s'amorce au début des années 1990 alors que démarre le processus de négociation sur la fermeture définitive de la mine. Les acteurs qui fondent alors la politique énergétique locale le font principalement à partir de références issues de l'héritage de l'histoire minière, avec laquelle ils ont eu partie liée. Ceux-ci développent alors un programme d'actions qu'on peut qualifier de « symboliques » en matière de transition énergétique, en cela qu'elles sont surtout de l'ordre du conseil de « bon sens », de posture, de recommandation sur l'avenir. Dans cette première étape, le programme d'actions est en effet appuyé autour d'interventions politiques pour la défense du service public de l'énergie, d'actions pour « transformer les comportements peu économes » en « bonnes pratiques » de consommation, par exemple à partir de la diffusion de « fiches-actions » sur la « bonne gestion de l'énergie » dans la ville, via notamment le magazine municipal, principalement à destination des ménages. On peut déjà parler de politique de maîtrise de la demande énergétique communale et les idées diffusées dans le magazine municipal reprennent une partie de celles nationales qui sont issues des premières campagnes d'économie d'énergie de la période du choc pétrolier. Il y a tout une série de requalifications qui s'opèrent, par exemple le nouveau slogan de la ville : « Gardanne, terre de toutes les énergies » (1991), ou encore des anciens sites miniers qui deviennent l'avant-garde de la nouvelle donne de la ville, comme la transformation – partielle — du puits de mine Morandat, l'implantation d'une école de microélectronique qui forme des ingénieurs et qui fut longtemps accueillie dans les locaux de l'ancien centre de formation de la mine. On observe aussi, au fil de cette période, une dominante des valeurs de protection de l'environnement et ce n'est pas sans lien avec la rétrocession des anciens terrains miniers, pour une grande partie pollués, à la commune. Il y a aussi des actions d'éducation à la maîtrise de l'énergie dans les classes de primaire, mais c'est une forme d'intervention qui est alors très présente dans le système scolaire français, dans la lignée du premier choc pétrolier. Éric Pautard relève par exemple que, dès les années 1980, ce « sont près de 30 000 classes de CM1 et CM2 qui vont être amenées à travailler sur les économies d'énergies » (Pautard, 2009, p.59) chaque année, sous l'impulsion de l'Agence française de la maîtrise de l'énergie. Dans cette période, à Gardanne, l'énergie, en tant que répertoire politique, apparaît donc plutôt subsumée sous un ensemble de valeurs abstraites. Pour tout dire, la politique énergétique locale est encore sans direction précise, ce jusqu'en 2004 au moins, ainsi que peut le montrer le relevé systématique des actions menées à Gardanne.

11 Une deuxième séquence s'ouvre au début des années 2000, avec l'apparition de nouveaux acteurs, se substituant progressivement aux premiers dans la définition de ce que doit être la « nouvelle » politique locale en matière d'énergie. Ces acteurs de « deuxième génération » (qu'ils soient employés municipaux ou prestataires au service de la mairie, issus notamment du monde associatif local) sont relativement extérieurs aux implications les plus directes de l'histoire minière. Parfois originaires de Gardanne ou du monde industriel, ces acteurs sont portés, par leur formation ou leur mode de vie, à puiser « ailleurs », dans un autre cadre de référence, leurs « idées » pour (re)façonner la politique énergétique locale. La thématique énergie en tant que répertoire politique se déconnecte progressivement du thème de l'environnement pour être constituée en une politique autonome en 2008, avec la nomination d'un adjoint à l'énergie et aux économies d'énergie. Dans cette séquence, on voit se développer des actions aux caractères plus « concrets », plus « matériels ». C'est seulement à ce moment-là qu'est réalisée, par exemple, l'installation d'équipements de diversification du bilan énergétique de la ville, notamment les chaudières alimentant

les principaux réseaux de chaleur de certains quartiers ou les bâtiments communaux. La collectivité s'engage aussi sur des réponses à des appels à projets sur le thème de l'énergie afin d'obtenir des financements pour des expérimentations (par exemple une opération de relais citoyen de « comportements économes », pour l'installation d'une éolienne sur un ancien puits de mine, etc.). Apparaissent aussi les premières actions de maîtrise des dépenses énergétiques communales et de sensibilisation des agents de la commune (contrat avec une association locale).

- 12 C'est après 2008 que s'amorce, enfin, une séquence où la thématique de la transition énergétique trouve son déploiement le plus « matériel ». Celui-ci prend particulièrement appui sur une politique ambitieuse d'installation d'équipements de production d'énergie qui doivent conduire à produire localement autant d'énergie qu'il en est consommé dans la commune. C'est le cas avec l'installation d'une centrale photovoltaïque sur le terroir des Sauvaires (inauguré finalement en 2013) dont la réalisation est d'abord confiée à l'énergéticien allemand E.ON dans le cadre d'un partenariat public-privé au détriment d'une gestion publique du projet comme l'avaient proposé certains élus associés à la majorité. Mais on note également la construction ainsi que la gestion d'une centrale de production d'énergie à partir de Biogaz sur le site de la carrière de Malespine, dont l'exploitation est confiée à une entreprise privée, Verdesis, filiale d'EDF Énergies nouvelles. Enfin, les chaudières des différents quartiers de la ville sont progressivement remplacées, comme lors de l'installation de chaudière combinée gaz/bois dans les quartiers de Fontvenelle puis de Biver en remplacement des anciennes chaudières à charbon.

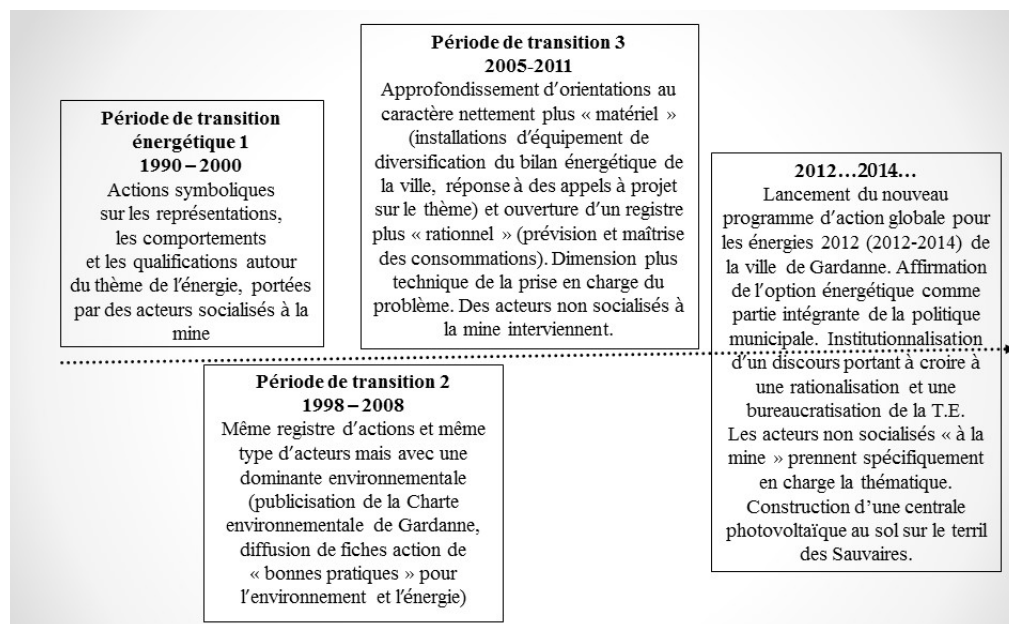
**Tableau 1 Le programme d'action de la commune pour la transition énergétique après l'année 2008.**

La politique énergétique à Gardanne entre 2009 et 2011 : d'une diversification des actions au Programme d'action globale pour les énergies 2012 (PAGE)...
Nomination en 2008 d'un conseiller municipal à la charge des économies d'énergie et énergies nouvelles. L'économe de flux d'une association prestataire en matière d'économie d'énergie dans les bâtiments municipaux est remplacé par un économe de flux employé de la ville. Ce dernier a en partie été formé par le personnel de l'association. La ville débute une étude sur la faisabilité d'un réseau de géothermie utilisant l'eau de l'envoyage des galeries de la mine. La ville publie un Programme annuel d'Action globale sur les énergies à partir de 2010 (il deviendra pluriannuel à partir de 2012). Elle accorde un bail à E.ON, puis un permis de construire, sur le terroir des Sauvaires, pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol. Inaugurée en 2014, elle est aujourd'hui exploitée par la société Urbasolar. La municipalité cède des terrains à la SEMAG pour la construction d'une centrale de biogaz sur le site de la carrière de Malespine en partenariat avec Verdesis. Installation d'une chaudière bois/gaz pour alimenter les installations communales du quartier de Biver. Partenariat avec EDF pour la maîtrise énergétique dans des bâtiments communaux. Désignation de référents énergies dans tous les bâtiments municipaux et certaines associations. Réalisation de pistes cyclables, favorables aux économies de carburants.

- 13 Toutes ces séquences de la transition énergétique gardannaise pourraient, bien évidemment, être mises en lien avec le développement de la thématique au niveau national et international. Le parti pris dans cet article consiste à se concentrer sur le niveau local pour observer une modulation située d'un phénomène plus étendu, la transition énergétique, par ailleurs très bien documentée<sup>5</sup>, depuis fort longtemps et à partir de points de vue très divers (Lamb, 1982 ; Shove et Walker, 2007 ; Rumpala, 2010 ; Raineau, 2012). Ce parti pris méthodologique s'appuie sur l'idée que le changement d'échelle d'observation permet d'approcher différentes réalités d'un même phénomène, ou, comme le dit Jacques Revel :
- 14 « [ce] que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale. Particulière et originale, car ce que le point de vue micro-historique offre à l'observation, ce n'est pas une version atténuée, ou partielle, ou mutilée de réalités macrosociales; c'en est [...] une version différente » (Revel, 1996, p.26).
- 15 Aussi, même si elle peut évoquer et être rapprochée de périodes bien situées de la mise en politique internationale du thème de la transition énergétique (accord de Kyoto, Conférence de Johannesburg, etc.), l'histoire de la transition énergétique gardannaise présentée à l'aide du

schéma séquentiel ci-dessous ne doit pas être considérée comme une transposition directe de cette histoire globale, mais plutôt, comme je l'ai dit avec l'appui de Jacques Revel, comme une modulation qui tire une partie de sa propre réalité dans son terrain d'ancrage.

**Figure 2. Les séquences de la transition énergétique gardannaise.**



## Le drame social de la transition énergétique gardannaise, un processus tout autant politique que symbolique

16 La recomposition de l'activité économique et la diversification du mix énergétique local remettent aussi en jeu les cohérences territoriales relatives à l'intégration économique et à l'intégration sociale sur le territoire de Gardanne. Au cœur du processus de reconversion de l'activité économique, les supports historiques, économiques et sociaux locaux sont, en effet, largement reconfigurés. À bien des égards, la fin de l'activité minière à Gardanne, et donc l'impératif de transition énergétique qui s'y impose à sa suite sous l'impulsion de certains groupes politiques, s'apparente de ce point de vue à un véritable drame social. J'utilise ici le terme en partie dans le sens que lui a donné Everett Hughes (1996), c'est-à-dire un événement qui déstructure les routines collectives et individuelles, qui remet en cause les investissements matériels autant que symboliques qui avaient été faits et qui redistribue les ordonnancements de positions sociales. La reconversion économique locale (la fin du charbon extrait localement et l'obligation de trouver des sources de substitution, l'impératif d'inventer un avenir à terme décarboné) et la transition énergétique qui lui succède sont un drame social dans ce sens sous plusieurs aspects. Premièrement parce que des lignées familiales entières concernées perdent leurs ressources matérielles (comme un revenu stable, des promesses d'ascension sociale intergénérationnelle, etc.) et symboliques (plusieurs générations concernées par la mine dans de nombreuses familles). De plus, certains ménages entrent dans l'incertitude du lendemain quant à la réaffectation de leur énergie de travail ou à la soutenabilité des investissements (comme l'accès à la propriété) faits antérieurement<sup>6</sup>. Il faut alors trouver des moyens d'entretenir l'espoir du côté du personnel politique. Elle est un drame ensuite pour les acteurs politiques, obligés de se réinventer en partie et d'utiliser la fin de la période minière comme un opérateur de continuité pour conserver leur crédibilité dans un contexte difficile où leurs choix passés viennent à être publiquement remis en cause. La fin de l'exploitation houillère est aussi un drame social dans le sens d'un enchaînement d'événements et de rebondissements dans le temps. Les plans de départ volontaire à la retraite (1961) sont suivis d'opération de relance – partielle — de l'activité (1982) et lorsque la construction d'un nouveau groupe thermique pour la centrale est programmée par un gouvernement en 1999 (en l'occurrence le gouvernement du premier ministre Lionel Jospin via le Plan Strauss-Kahn/



Pierret), c'est l'entreprise gestionnaire qui bloque la mise en route du chantier (2001). Enfin, dernier épisode, la fin du charbon devient une nouvelle ère, celle d'un territoire soucieux d'écologie et de nouvelles énergies. Gardanne devient « la terre de toutes les énergies » alors qu'elle fut la terre d'une seule, le charbon, et fier de l'être. Avec cette catégorie d'analyse de « drame social », on pourrait dire que, lorsqu'intervient le processus de fermeture de la mine, c'est l'ensemble des membres du « jeu » local autour de l'énergie, leurs positions et leurs qualifications, qui sont appelées à se redéfinir, entraînant une grande partie de la société locale. La transition énergétique qui se joue ici est donc une contrainte... mais elle peut tout aussi bien être une opportunité pour ceux qui ont suffisamment de ressources (de toutes espèces) pour en tirer parti. L'approche du drame social n'est pas alors dans ce sens uniquement narrative (ou dramaturgique), même si elle l'est en partie et qu'elle se recouvre dans les discours des acteurs locaux. Cette catégorie explicite également le fait que l'ensemble des cadres sociaux auxquels chacun s'était jusqu'alors ajusté ainsi les scènes sociales du quotidien perdent de leur sens. Il faut en trouver un autre ou le maintenir au prix, parfois, de déformations phénoménologiques conséquentes. Ce drame de l'énergie se joue donc à plusieurs niveaux.

17 Dans ce contexte, afin d'assurer la reproduction – toujours partielle — des positions sociales des parties prenantes, notamment le maintien des positions de pouvoir, le ressort de la « dramatisation » est une logique d'action efficace. Régulièrement, la municipalité organise des rassemblements en « hommage aux mineurs » (Énergie, n° 167). La lecture des comptes rendus de ces réunions permet d'observer l'accent qui est mis sur les drames qui ont jalonné l'histoire de la mine dans le Bassin. De nombreux éditoriaux du maire de Gardanne dans Énergie sont aussi consacrés à ces commémorations (Énergie n° 167, 220, 235, 248, 249) à partir des mêmes représentations dramatiques. Ces commémorations s'inscrivent dans un paysage où le thème de l'énergie est mobilisé (dans les discours et les actions) comme l'une des voies de la reconversion et du redressement économique du territoire. La légitimité de Gardanne comme « terre, d'énergie », vient alors en partie à être puisé et instrumentalisé dans ces références au passé, dramatisé pour ne pas être totalement disqualifié à l'ère, imposée, du « moindre carbone ». Cette ambiguïté et cette légitimité supposée permettent à la municipalité, par exemple, de se positionner en acteur pertinent pour accueillir des expérimentations locales en matière d'énergie, comme dans le cadre du projet régional « Agir pour l'énergie ». La logique de la dramatisation est aussi utilisée par d'autres acteurs locaux dans ce jeu de repositionnement. Lors d'un congrès de la CFDT de 1997, l'intervention concernant la transition énergétique sur le Bassin minier sera intitulée par son auteur « La guerre du feu » (Document interne de la CFDT locale). Cette dramatisation s'opère aussi par la rhétorique publique employée dans certains moments de tension liés au processus de fermeture de la mine. On la repère, par exemple, lors des grèves de 1995-1996 qui avaient pour objet l'opposition à la réforme des retraites et de la sécurité sociale portée par le gouvernement d'Alain Juppé, alors premier ministre, mais qui se lie à Gardanne à la question de la fermeture de la mine. On peut aussi examiner cette rhétorique de la dramatisation dans l'opposition des syndicats et de la mairie à l'importation de charbon étranger qui conduira en 1997 à un arrêté préfectoral de réquisition de la force publique pour acheminer le charbon sud-africain en quai au port de Fos-sur-Mer jusqu'à la centrale thermique implantée à la lisière de la commune. Outre que cette thématique énergie sert les intérêts et les visées propres à chaque partie prenante de la reconversion du territoire, elle semble augmenter le pouvoir d'identification et d'affiliation entre cette commune et le champ de l'énergie. Cette dramatisation (entendue ici au sens d'un processus visant à redéfinir comme une tragédie cohérente et continue l'histoire de la mine et de l'énergie à Gardanne) s'objective également dans le paysage gardannais. Quiconque se promène dans la ville remarquera les honneurs rendus en de multiples endroits de la ville aux mineurs et à l'histoire minière : fresque murale à Biver (un quartier minier historique de la ville, parfois considéré par certains locaux comme un village à part de Gardanne) dédiée aux esprits protecteurs des mineurs, rond-point où une lampe de mineur géante a été installée, patrimonialisation des anciens sites – puits Morandat, puits « Z » —, installation de plaque devant les anciennes descenderies de la mine.

- 18 La dramatisation (comme processus social) participe ainsi de la mise en récit politique du destin (social) du territoire dans l'après-mine. Cette mise en récit (dont la majorité municipale n'est en réalité qu'un des tenants), est pleinement constitutive de la formation de l'orientation de l'action publique locale en faveur de la transition énergétique, elle vient se surajouter à l'héritage matériel (les terrils, le patrimoine bâti, etc.). La mise en récit, par un processus de dramatisation, légitime l'orientation et le bien-fondé d'appuyer la reconversion de la ville par l'option énergie. Il est raisonnable de penser que d'autres éléments, plus extérieurs à Gardanne et au bassin minier, fondent aussi cette légitimité. Mais, la « force dramatique » (Céfaï, 1996, p.56) de la définition d'une orientation d'action politique est, d'après moi, déjà et à elle seule, susceptible d'attirer avantageusement l'attention publique de la clientèle électorale. Outre, donc, qu'elle procède d'une logique d'affiliation et d'actualisation des habitudes collectives intériorisées, de la structure des positions et d'un passé dont on cherche à reconstruire rétrospectivement l'unité, cette force dramatique de l'orientation énergétique de la politique gardannaise dans la période de l'après-mine permet, de surcroît, d'obtenir à moindres frais électoraux le consentement des administrés à suivre cette voie d'action, voire, d'en faire la seule voie possible ou de permettre aux acteurs politiques locaux de se poser comme garant de la vérité et de l'histoire de cette voie, alors même que les formes d'intégration sont remises en cause avec acuité, comme je vais le montrer dans la seconde partie de l'article.
- 19 Si l'on suit l'idée que je tente de développer à partir de la catégorie de drame social, on peut voir que ce qui se joue à Gardanne commande au caractère impérieux des nouveaux investissements de la municipalité en matière de transition énergétique, ainsi qu'à un renouvellement des positions des acteurs. Dans le mouvement de déstructuration des anciens cadres sociaux de la ville-usine minière, se référer à l'énergie comme voie de reconversion (paradoxalement faisant en partie le silence sur le caractère polluant de l'industrie minière et en simplifiant à l'extrême la complexité de cette histoire) semble agir comme principe unificateur entre passé, présent et avenir. Le thème de l'énergie vient à être mobilisé comme une forme de support à « l'autodéfinition collective » (Brubaker, 2001, p.81), pourvue de la légitimité d'une histoire locale plus ou moins partagée localement autour de la mine. L'énergie, comme thématique du répertoire municipal, est donc susceptible de faciliter des formes de « communalité » (Brubaker, 2010, p.79), c.-à-d. le « sentiment d'appartenir à groupe spécifique et limité » (Ibid., p.78), voire à un destin commun. Le fait d'exhiber la référence à l'énergie comme principe d'unification du territoire et principe d'action collective (à travers principalement la mise en scène de la vocation énergétique du territoire), revient, alors, à jouer de références supposées partagées de longue date, sur le mode du cela-va-de-soi, alors même que la transition énergétique proposée a peu à voir avec l'histoire énergétique de l'ancien Bassin minier. La topique énergétique participe donc, théoriquement, à créer les conditions de reproduction des habitudes cognitives et affectives (dont les habitudes électorales et une certaine idée de cohésion locale) qui ont pu être intériorisées sous l'ancien régime minier. Elle participe aussi à reproduire et à assurer la transmission de ces habitudes, même en en altérant progressivement le contenu en passant du charbon et du sous-sol, au soleil et à la technologie.

### Entre reconversion et transition, l'énergie comme volonté et comme politique

- 20 Dans cette première partie, j'ai essentiellement cherché à montrer comment la transition énergétique vient s'inscrire comme thème du répertoire politique municipal entre contraintes (à la reconversion économique, à la redéfinition des positions de pouvoirs, des positionnements historiques des acteurs) et opportunités. Ces opportunités sont très variées et offre diverses possibilités : de diversification du répertoire politique à partir du passé; de trouver de nouvelles sources de financements pour la municipalité, comme par le biais de la rente issue de la centrale photovoltaïque du terril des Sauvaires ou de nouveaux débouchés d'emplois locaux (avec la reconversion actuelle d'une partie de la centrale à charbon en centrale biomasse, soutenue par la Mairie et de nouveau gérée par E.ON) profitant ici de l'héritage morphologique et d'équipement de la période minière. J'ai insisté sur le processus de définition du contenu d'une telle politique. J'ai suggéré l'hypothèse que ce contenu, variable dans le temps, était

en étroite relation avec les acteurs qui le portent. J'ai montré également que ce processus venait à être légitimé à partir d'une mise en récit et d'une mise en continuité avec l'histoire locale qui lui conférait par surcroît son efficacité. Ce résultat se place en droite ligne des Policy transfers Studies qui montrent notamment l'importance de suivre les agents de la transposition locale des cadres de référence macrosociaux, particulièrement lorsqu'il s'agit de comprendre les ressorts de cette transposition, mais aussi les formes singulièrement situées de celle-ci. Autrement dit, comme le souligne Delpeuch « les solutions importées ne sont jamais reproduites à l'identique dans un contexte d'accueil toujours différent de celui d'origine » (Delpeuch, 2008, p.15). La démarche empruntée dans cette première partie permet de désubstantialiser la catégorie de transition énergétique pour la réinscrire dans l'histoire, au cœur de trajectoires sociales, de cursus, et de montrer que si c'est là un impératif il convient d'abord de l'étudier aussi comme un impératif pour ceux qui le portent.

21 Parmi les « acteurs » du drame de la transition énergétique locale, certains subissent en revanche plus que d'autres les conséquences du changement de mix énergétique, sans posséder forcément les capitaux nécessaires, comme certains acteurs politiques, pour transfigurer complètement cette contrainte en opportunité. C'est le cas, par exemple, du groupe des anciens mineurs de Provence. En étudiant dans la prochaine partie la trajectoire sociale de certains d'entre eux, restés sur place après la fermeture du dernier puits, on prêter attention à une des conséquences peut-être les moins documentées des phases de transition énergétique<sup>7</sup>, celle qui touche directement aux ménages consommateurs d'énergie. Mais on s'intéressera aussi par-là aux conséquences économiques et sociales de la transition énergétique, alors même que sont régulièrement exhibées les retombées attendues comme positives du changement de mix énergétique sur le plan de l'emploi ou d'économies financières liées à une moindre consommation d'énergie. On verra que, là encore, les choses ne sont pas si limpides et que la transition énergétique vient s'encaster dans des histoires et des trajectoires qu'elle peine à prendre en compte.

## **La transition énergétique par ceux qui la vivent au quotidien : l'exemple des anciens mineurs de Provence<sup>8</sup>**

### **Méthode**

Je propose dans cette deuxième partie de redescendre encore d'une échelle d'observation pour poursuivre l'étude de la transition énergétique « par le bas » à Gardanne, à un niveau microsociologique. Entendons bien que je ne prétends pas à articuler les niveaux d'analyse, mais à repérer à un autre niveau de la société gardannaise les conséquences de ce désengagement de l'industrie minière et l'institutionnalisation politique locale de la transition énergétique. Néanmoins, je suis conscient qu'en montrant, comme je le fais ci-dessous, qu'il existe un décalage entre les intentions des pouvoirs publics locaux et les pratiques ou expériences des anciens mineurs, en soulignant les impensés de la transition énergétique sur certaines régions de l'espace social, je procède (ou suggère) une forme d'articulation ou d'interférence : la domination (inachevée) ou la colonisation (partielle) du monde vécu sont bien des formes d'articulation possibles entre différents lieux, moments, subjectivités, pratiques, agencements sociaux (ici les acteurs de la sphère politique locale et les individus d'un milieu populaire)<sup>9</sup>. Mais, pour l'essentiel, je reste encore dans la lignée des propositions de Jacques Revel concernant la modulation des phénomènes sociaux aux différentes échelles d'observation. Il note que cette approche permet « la prise en compte de la structure feuilletée du social. Elle pose du même coup qu'aucune échelle n'a de privilège sur une autre puisque c'est leur mise en regard qui procure le plus fort bénéfice analytique » (Revel, 1996, p.13). C'est donc bien d'une mise en regard dont il s'agit ici entre les niveaux méso, la politique locale autour de cette transition énergétique imposée du dehors par le retrait de l'industrie minière, et micro, qui concerne certains de ceux qui la vivent, les anciens mineurs de Gardanne. Les résultats présentés dans les paragraphes suivants sont issus d'une enquête menée auprès de membres de la dernière génération de mineurs recrutés dans le bassin minier de Provence entre 1978 et 1983. J'examinerai plus particulièrement les modifications de leurs consommations d'énergie en les restituant dans le contexte de l'histoire du Bassin minier de Provence. J'ai

enquêté principalement pour cela au sein d'une association de solidarité pour les mineurs retraités et j'ai procédé essentiellement par entretiens biographiques et entretiens collectifs, auprès de vingt individus et en travaillant à recollecter les données à partir du fichier des adhérents de cette association (n=185). J'ai également observé la sociabilité de ces anciens mineurs lors de réunions ou d'activité de l'association (assemblée générale, sorties, etc.) ou de la permanence hebdomadaire où venaient de nombreux adhérents.

- 22 Au prisme de cet objet de la consommation d'énergie des anciens mineurs de Provence, je voudrais essayer de montrer ce qui amène des individus à consentir à la reconduction, à la reformulation ou à la reproduction<sup>10</sup> de normes de pratiques héritées, alors même que ces individus sont pris dans un contexte de changement, comme ici à Gardanne, au cœur d'une transition énergétique. Cet examen vaudra contribuer à démontrer le poids du passé, de la socialisation familiale, professionnelle et au groupe de pairs, qui pèsent sur les consommations d'énergie et par là à nuancer l'efficacité des injonctions à consommer modérément ou « propre », corollaires des politiques de transition énergétique, auxquels les enquêtés sont confrontés notamment par le biais du discours politique local (interventions des élus, magazine municipal, présence de militant écologiste localement) et au travers de la disqualification de leurs choix passés d'équipements (fuel, charbon, climatisation) ou de construction, à la fois par le signal des prix et les incitations aux changements (dans les médias, par les dispositifs publics). Ces injonctions omettent pourtant bien souvent de tenir en ligne de compte l'histoire dans laquelle ces politiques viennent s'encaster. Dans un premier temps, je reviens sur les conditions de socialisation du groupe des mineurs de Provence. Je propose ensuite de montrer dans quelle mesure ces individus ont perpétué des pratiques de consommations héritées de leur socialisation, dans quelles conditions, parfois, ils en ont changé. Il sera question, enfin, d'identifier la pluralité normative qui pèse sur leurs pratiques consommatrices d'énergie.

### Les mineurs de Provence, du compromis industriel à l'insécurité sociale?

- 23 Il me semble en premier lieu pertinent d'évoquer de façon plus approfondie les trois raisons qui m'ont incité à penser que les anciens mineurs de Gardanne constituaient une bonne population pour interroger des habitudes de consommations bousculées par le contexte de changement induit par la transition énergétique locale. Premièrement, les anciens mineurs ont connu des conditions de socialisation très homogènes (tant primaire dans des milieux sociaux populaires, que secondaire, au moins dans le cadre scolaire et professionnel). Il a existé en effet autour de l'industrie houillère tout un système social, développé d'abord par les groupes industriels du secteur à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle puis reconduit par l'État après la Deuxième Guerre mondiale. C'est le « système minier » avec son haut degré de protections sociales et d'avantages en nature, qui donnera naissance au statut du mineur de 1946, censé compenser des conditions de travail exceptionnelles. C'est, aussi, un mode de fixation et de contrôle social de la main-d'œuvre instituant une « norme du déroulement de la vie » pour l'ouvrier mineur et sa famille (Melchers, 1988, p. 234). À travers ce système, en effet, les salariés des Charbonnages de France et leurs familles se trouvaient pris en charge quant au logement, à la santé, au cadre de sociabilité, aux loisirs et aux promesses d'ascension sociale intergénérationnelle. Dans ce système, les conditions de socialisation étaient très homogènes, à l'échelle intergénérationnelle, pour un groupe relativement étendu. Des conditions de socialisation qui nous offrent l'occasion de questionner et de comparer la transmission des habitudes de consommation au sein d'une même famille et entre des individus d'un même groupe social, à travers le temps. Je n'exclus évidemment pas qu'il puisse y avoir des facteurs d'hétérogénéité au sein de ce groupe (de génération, d'origine géographique, de métier, car il existe plusieurs « métiers » au sein de la mine, bien qu'un seul statut). Cependant, à Gardanne au moins, mais la littérature en sciences sociales a plusieurs fois insisté sur ce point, la socialisation au système minier était un puissant facteur d'homogénéisation des pratiques et des modes de vie.
- 24 Deuxièmement, la population étudiée a été mise à l'abri des préoccupations en matière de consommation d'énergie tout au long de la carrière professionnelle, du fait d'avantages en

nature reçus de l'employeur : par la distribution de charbon dans un premier temps, puis le versement d'une indemnité de chauffage couvrant une partie des dépenses énergétiques. Cette indemnité, dont le calcul est très complexe, permet de couvrir une partie des charges d'énergie domestique, mais elle ne couvre pas, bien souvent, l'ensemble de ces frais. C'est là malgré tout un avantage en nature non négligeable.

- 25 Enfin, les mineurs ont été soumis à un double contexte de changement susceptible de bousculer le mode de vie prescrit par le système houiller lorsqu'il se révèle intenable. D'une part, avec la fermeture des houillères entre 1990 et 2003 s'accompagnant d'une mise à la retraite anticipée à un âge très précoce (entre 40 et 45 ans pour les enquêtés), qui semble figer un mode de vie pour un temps très long avec des ressources fortement diminuées du fait du passage à la retraite. D'autre part, depuis la fermeture des houillères, les protections et avantages, conquis antérieurement, ont tendance à s'éroder; la sécurité sociale minière est remise en cause régulièrement par le pouvoir politique<sup>11</sup>, les logements de la mine se dégradent faute de toujours pouvoir engager financièrement les travaux nécessaires. L'indemnité chauffage a été plusieurs fois contestée<sup>12</sup> et son rythme de revalorisation (16 % depuis 2003<sup>13</sup>) est dépassé par celui de l'augmentation des prix de l'énergie (par exemple les 100kWh de fioul ont augmenté de 233 % sur la même période). Enfin, les modes collectifs de consommation : vacances, facilité d'accès aux activités culturelles et sportives ont disparu en tant que telles avec la fin des Charbonnages de France. Bref, le statut du mineur de 1946 et ses avantages connexes sont rognés de toute part, et, dans le cas de ce groupe professionnel, comme d'autres, une population anciennement stable se trouve, au moins théoriquement, déstabilisée.

### La consommation d'énergie des anciens mineurs enquêtés, entre reconduction et reformulation des pratiques héritées

- 26 C'est dans ce contexte très rapidement esquissé que j'ai cherché à comprendre les modifications ou l'inertie des modes de consommation des anciens mineurs de Provence depuis dix ans et la fermeture de la mine de Gardanne. Si j'ai en partie focalisé mon attention sur les consommations d'énergie, j'ai élargi la focale pour restituer cette consommation particulière dans l'ensemble des pratiques de cette population et l'histoire locale. Je ne pourrai malheureusement pas ici entrer dans le détail de l'enquête. Je souhaite cependant souligner en guise de résumé qu'on observe bien à Gardanne une forte reconduction des pratiques de l'univers houiller avec, par exemple, une fixation de la main-d'œuvre durable associée à l'occupation très ancienne de logement (sur plusieurs générations parfois), la reconduction par la mairie ou le milieu associatif des pratiques de loisirs, de tourisme et de sociabilité, ainsi que des pratiques mémorielles. Qu'en est-il maintenant des consommations d'énergie qui ont retenu plus particulièrement mon intérêt?
- 27 Du fait des facilités d'accès à l'énergie dont je parlais plus haut (la distribution de charbon, puis l'arrivée du forfait de chauffage), les mineurs enquêtés n'ont pas vraiment eu le souci de la gestion de l'énergie au domicile durant une longue période. Si l'indemnité de chauffage a faiblement progressé, en revanche, les prix des énergies, tous combustibles confondus, ont, malgré quelques reflux, ostensiblement augmenté durant la même période. On peut parler dans ce cas de dépassement, au moins relatif, de l'indemnité chauffage par les prix de l'énergie, l'efficacité de la prestation s'en trouve, au minimum, amoindrie, dans un contexte de diminution des ressources.
- 28 Longtemps, aussi, l'accès au logement n'a pas vraiment été une préoccupation pour les mineurs enquêtés. S'il y a lieu ici de s'intéresser au logement, c'est que c'est un cadre de contraintes consubstantielles aux pratiques de consommation d'énergie dans l'espace occidental, mais aussi un des principaux leviers d'action des politiques de transition énergétique (comme avec l'actuel Plan de rénovation énergétique de l'habitat en France). À Gardanne, les logements de la mine ont majoritairement été construits avant 1975, c'est-à-dire avant la première norme thermique et ils n'ont pas une qualité d'isolation très satisfaisante pour leurs occupants d'après mes investigations. Si des rénovations du bâti sont intervenues dans le temps, ces travaux apparaissent, dans les faits, bien modestes et ont essentiellement permis d'améliorer la qualité des ouvrants et de compenser la disparition du charbon commercial.

29 Encore faut-il souligner que les rénovations entièrement subventionnées par l'entreprise charbonnière avant sa liquidation n'ont été opérantes que pour les mineurs ayant continué à occuper leur logement en qualité de locataires, ce qui parmi les 185 adhérents de l'association ne représente qu'une fraction très marginale (de l'ordre de 2-3 %). La majorité des enquêtés, soit quinze individus sur vingt, a hérité, en fait, d'un logement familial ou a accédé à la propriété parfois dès le début de la carrière aux houillères. Dans tous les cas de figure étudiés, l'occupation du logement est égale ou supérieure à 20 ans, voire depuis l'enfance, avec un passage par la location d'un appartement HLM avant d'hériter du logement familial.

30 Face à cette situation à double entrée : dépassement, au moins relatif, du forfait chauffage (quand il est encore perçu) par les prix de l'énergie et héritage d'un patrimoine bâti et d'un système de chauffage ne répondant pas aux normes et standards attendus de la transition énergétique; comment les mineurs enquêtés se sont-ils positionnés ? À quelles références se sont-ils fiés pour hériter de leur héritage dans un contexte de déstabilisation?

**Tableau 2. Les principaux mineurs enquêtés : quelques indications biographiques et l'héritage d'un "patrimoine" énergétique.**

Enquêtés (Les prénoms sont modifiés)	Année de naissance	Né dans le bassin minier?	Année de recrutement	Logement actuel et ancienneté d'occupation (sauf mention = Logement Houillère)	Évolution du système de chauffage au cours de l'existence	Travaux réalisés depuis le début de l'occupation du logement actuel
Claude	1961	Oui	1982	Héritage familial - pavillon	Charbon>Fioul	Clim, aménagement jardin
Didier	1961	Oui	1979	Héritage familial - pavillon	Charbon>Fioul	Clim, aménagement jardin
Jean-Michel	1961	Oui	1979	Accès propriété (plus de 30 ans) - pavillon	Charbon>Fioul	Ouvrants (portes, fenêtres, etc.
Dominique	1962	Oui	1981	Accès propriété (depuis un peu moins de 20 ans) - appartement	Fioul>Électricité	Ouvrants
Émile	1952	Oui	1979	Accès propriété - pavillon (depuis 20 ans)	Charbon>Fioul	Aucun
Robert	1954	Non	1981 (à Gardanne, Provenance d'un autre bassin)	Accès à la propriété (depuis 25 ans) - pavillon	Fioul	Aménagement de studios pour les enfants- ouvrants
Christophe	1958	Oui	1978	Héritage familial, puis accès à la propriété en 2007 - pavillon	Charbon>Fioul	Ouvrants
Philippe	1961	Oui	1981	Accès à la propriété (20 ans) - pavillon	Charbon>Fioul	Clim, Ouvrants
Jean-Claude	1962	Oui	1982	Héritage familial (hors mine) - pavillon	Fioul	Changement de dispositif fioul, ouvrants

Aziz	1960	Oui	1978	Héritage familial - pavillon	Charbon>Fioul	Clim, ouvrants
------	------	-----	------	------------------------------	---------------	----------------

- 31 Ces éléments donnent de bonnes indications exploratoires sur la transmission du cadre des habitudes de consommations d'énergie. Pour les anciens mineurs enquêtés devenus propriétaires-occupants où ayant hérité du logement familial, on voit que les travaux réalisés ont essentiellement eu une visée esthétique, de commodité ou, plus rarement, d'amélioration des ouvrants ou de changement de système de ventilation et de chauffage. Ce qu'on constate là, c'est bien à mon avis la transmission et la stabilité d'une sorte de « patrimoine énergétique », autrement dit d'une enveloppe thermique et d'un système de chauffage, au sein d'une famille ou au sein d'un groupe (car les logements de la mine pouvaient se « transmettre » entre mineurs en fonction des besoins). Cet héritage doit être entretenu, sous peine de se dégrader et d'entraîner, par exemple, un surcroît de dépenses énergétiques.
- 32 On constate, aussi, une dominante de l'usage du fioul, ce qui est assez caractéristique des ménages populaires locaux, essentiellement chez les propriétaires de pavillons<sup>14</sup>. Mais ce qui est explicite à propos du fioul dans les entretiens menés, c'est la volonté de conserver à travers lui, ou encore du bois, l'autonomie d'approvisionnement qui avait pu exister ou être ressentie avec l'usage du charbon. L'énergie domestique, malgré le coût financier croissant de ce poste budgétaire qui pèse de plus en plus sur les finances de ces ménages, doit rester une préoccupation qui ne vient pas contrarier le budget domestique, comme elle l'a été durant la carrière professionnelle. Pour compenser l'augmentation des prix et conserver son autonomie, la débrouille sert parfois, de façon originale, à amortir le prix de la cuve.

[Extrait] Observation et entretien du 8.01.2013, Jean-Claude<sup>15</sup> (51 ans, né dans le bassin minier, recruté en 1982, propriétaire occupant, sans enfant à charge) et la débrouille « énergétique »

[...] Alors que je m'impatiente de réunir tous les présents autour de la table avec mon enregistreur pour un nouvel entretien collectif, Jean-Claude me parle de ses futures vacances. Remarquant qu'il part régulièrement pour des destinations coûteuses et lointaines, je me permets de lui demander comment « il se débrouille » pour financer ces projets de voyage. C'est alors que j'apprends qu'il sous-loue sa maison 4 mois dans l'année en partant vivre avec sa compagne chez des parents. Ce qui est remarquable dans son argumentaire c'est qu'il insistera sur le fait que l'argent récolté ainsi lui permet de réapprovisionner sa cuve du fioul devenue trop coûteuse et de continuer à partir pour des destinations le dépaysant du Bassin [il partira au Sénégal pendant la durée de l'enquête] ... comme il en avait l'habitude lorsqu'il profitait du Comité d'entreprise des CDF, avec lequel il effectuait de nombreux voyages.

- 33 Cet accommodement en matière de gestion domestique de l'énergie est toujours susceptible aussi de convoquer d'anciennes références et on aurait tort de croire que l'abandon du charbon constitue un vrai changement structurel de rapport à l'énergie pour les anciens mineurs rencontrés. En réalité, la plupart des enquêtés semblent reconduire au moins partiellement un rapport « hérité » à la consommation d'énergie, par exemple, en substituant le bois au charbon.

Entretien [extrait] avec Philippe et Claude :

Philippe et Claude, nés tous deux en 1961, sont des « piliers » de l'association. Ils ont d'abord participé à sa création. Ils occupent aujourd'hui la fonction de trésorier pour le premier et celle de vice-président pour le second. Ce sont parmi les premiers qui ont accepté de se prêter au jeu de l'enquête sociologique, peut-être en raison de l'assurance acquise dans ces fonctions de représentation du collectif. D'abord dans des entretiens collectifs, puis individuellement, bien que plus difficilement. Ces deux là me semblent proches intimement, et, par certains côtés de leur personnalité, se ressembler. Au fur et à mesure de mon enquête, j'observe par exemple comment, mutuellement, ils se prêtent conseil ou aide, que ce soit en matière de petits travaux quotidiens, pour se « dépanner » ou, plus généralement, en ce qui concerne les décisions, comme les décisions d'achat. L'entretien dont il s'agit ici se déroule dans les locaux de l'association. C'est l'un des premiers que je réalise. Il a trait à l'évolution des conditions de vie après la mine. Les deux amis me proposent de le faire ensemble : « c'est pareil ». Nous sommes attablés dans la salle de réunion. Au fil de l'entretien, j'observe que, si des changements semblent s'être imposés avec le temps dans leur façon de vivre « après-la-mine », c'est moins dans l'organisation des habitudes de consommation que dans la forme de celles-ci.

Question (Q) : Et à la maison, depuis le temps, vous avez changé vos habitudes? Par exemple quand vous avez plus de charbon, mais de l'électrique? À moins qu'il y ait encore du charbon...

Philippe : [en souriant] Non, il y en a plus...

Claude : Ben, après moi, nous, on était passé au Fuel, c'était le confort...

Philippe : Oui moi un peu Gaz...

Claude : Maintenant, moi je suis revenu au Bois, au poêle à bois... bon j'ai un truc inversé, clim-chauffage, mais c'est en dépannage, vraiment, début et fin d'hiver, fin d'hiver je m'en sers un peu...

Q : Et toi Philippe, aussi?

Philippe : Non, enfin je suis au bois, et j'ai un complément réversible...

Q : Pas de convecteur donc...

Claude : Non, non.

Philippe : ...non...

Philippe : De toute façon le charbon...sans la mine je sais pas où le trouver. Dans les trucs de bricolage à la limite ils te vendent les galets de charbon.

Q : On peut plus s'approvisionner.

Philippe : Sans parler de ventes de poêles à charbon.

[...]

Q : Mais du coup, tu disais tout à l'heure, Didier, tu sais, que le charbon c'était un peu contraignant parce qu'il fallait nettoyer et charger, mais le bois, c'est à peu près pareil non?

Claude : Oui... oui... mais bon c'est aussi une question d'économie, le bois c'est moins cher.

Philippe : Moi je sais que le bois je le coupe et puis voilà...

Q [à Philippe] : C'est toi qui te le fais le bois ou...

Philippe : Eh oui...

34 Si l'on observe dans cet extrait une reconduction de la structure des pratiques consommatrices d'énergie (*c.-à-d.*, seul le contenu de la pratique change), les anciens mineurs enquêtés reproduisent parfois complètement les habitudes énergétiques héritées de la socialisation familiale en continuant à utiliser la même source d'énergie que celle qui prévalait dans leur enfance, par exemple le fioul (voir le tableau 2). Ce sont ces deux cas de figures, reconduction et reproduction, qu'illustrent bien la plupart des entretiens biographiques menés auprès des enquêtés. On remarque ainsi de fortes ressemblances dans les attitudes consommatrices d'énergie ou d'équipements, comme l'esquisse le tableau 2. Il n'y a pas une grande variété de pratiques, ce qui peut traduire la persistance de ce que j'ai appelé une socialisation homogène au travers de conditions matérielles d'existence qui le restent aussi. J'entends essentiellement par là que la fin du système minier n'a pas entraîné avec lui la fin d'une certaine homologie de pratique (comme dans le cas rapporté ci-dessus). Ce fait démontre une certaine forme d'inertie sociale en matière de consommation. Ce même dans le cas d'une pratique comme l'usage du fioul que tout concoure a priori à disqualifier, autant l'évolution des prix que les discours sur les produits pétroliers.

35 Comment expliquer dès lors que certains mineurs conservent ou migrent vers le fioul au détriment d'une énergie plus « propre » et moins onéreuse? Comment donner un sens à la persistance d'habitudes qui sont de moins en moins soutenables comme couper son propre bois avec l'âge? Comment interpréter l'homogénéité des conditions de vie par-delà la disparition du système minier? L'une des hypothèses que j'ai formulées autour de ces questions en m'appuyant sur mes matériaux et la littérature, c'est que les habitudes de consommations, par-delà les contraintes budgétaires ou de structure, attachées à un univers de sens, sont tenaces. Elles dépassent le cadre de la seule rationalité économique pour atteindre l'être social, l'attachement à une sorte de continuité et une appartenance qui se manifeste à travers l'acte de consommer. Ainsi, Jean-Claude, Philippe et Claude maintiennent-ils une certaine autonomie



d'approvisionnement à travers l'usage du bois en substitution du charbon, tout autant qu'ils continuent, c'est le cas apparent des deux derniers, à se fier au groupe de pairs afin de décider de leur choix de consommation, d'équipement, de mode de conseil, au moins en partie. Autant de caractéristiques tirées qui semblent tirées de leur socialisation.

## Une pluralité normative pesant sur les consommations dans un contexte de changement social induit par la transition énergétique locale

- 36 Si l'héritage hérite de l'héritier (Bourdieu, 1980, p.7); dans le sens où toute transmission suppose l'appropriation plus ou moins heureuse par un récepteur; l'héritier, dans une situation de profonds changements quant à sa situation, doit trouver des supports pour hériter de son héritage. Dans ce que j'ai rapporté à l'instant, il me semble que l'on voit comment le groupe et le passé *peuvent* constituer des références et des creusets d'expériences dont les individus vont se saisir pour orienter leurs choix et hériter de leur héritage (patrimoine bâti, mode de vie, appartenance, etc.). D'où, peut-être, une explication supplémentaire à la forte homogénéité des conditions de vie des enquêtés. On est ici dans une sorte de reconduction (la structure des pratiques ne change pas, mais le contenu oui avec, par exemple, la migration du charbon vers le fioul) de la normativité issue du système minier qui a pesé et pèse encore sur les modes d'existence, qui oriente, toujours, les choix légitimes en matière de consommation. Les politiques locales en faveur de la transition énergétique des ménages vers de nouveaux modes de consommation semblent ici ne pas avoir de prise, du fait de la prégnance non seulement des habitudes héritées, mais, surtout, de l'inertie imposée par un ensemble d'héritages.
- 37 Le groupe de référence n'est pas le seul lieu où l'on va puiser des modèles de pratiques. La prévalence des travaux sur les ouvrants dans les résidences des enquêtés peut traduire, aussi et par exemple, l'efficacité des campagnes de politiques publiques menées au cours des années 1990-2000 qui ont été faites pour promouvoir le double vitrage et le calfeutrage des portes. Ce sont des observations que j'ai pu faire dans les principaux quartiers d'habitation des anciens mineurs de Gardanne.
- 38 Certains enquêtés, enfin, se tournent vers les opérateurs commerciaux pour trouver de l'aide à la décision en fleuretant alors avec les normes du marché de la rénovation énergétique ou du confort domestique dans sa version écologique. C'est ce qui arrive à Jean-Claude, par exemple, lorsqu'il veut changer de système d'alimentation en fioul, se rend à un salon de l'énergie et qui se trouve face aux différentes solutions de chauffages qui lui sont proposées. C'est aussi le cas Christophe (55 ans, né dans le bassin, recruté en 1978, marié, un enfant de 25 ans, propriétaire occupant), lorsqu'il consulte des énergéticiens professionnels pour son pavillon acquis en 2007, dans le but de trouver de l'aide pour sa rénovation<sup>16</sup>. Enfin, à l'occasion d'un travail sur les archives du fonds de solidarité énergie de Gardanne (FSE, qui est, en résumé, une aide financière versée par le Conseil général et la Caisse d'allocation familiale pour aider les ménages en difficulté de paiement des factures d'énergie), j'ai pu repérer des situations d'anciens mineurs ou d'enfants de mineurs qui viennent solliciter les services sociaux pour être soutenus ponctuellement sur ce poste budgétaire<sup>17</sup>.
- 39 Dans ces trois derniers cas de figure, on serait plutôt dans le registre d'une reformulation de la normativité qui encadre les modes légitimes de consommation. Il y a ici, en effet, une forme de reformulation progressive d'un univers de sens et de références, celui du système minier, par un autre, associant les contraintes du marché ou les ressources de l'assistance sociale. Cependant, loin de considérer que les choses se déroulent de façon très directe, linéaire et homogénéisante, le tableau de pensée que j'ai présenté peut inciter à envisager une sorte de mixage, de métissage, entre les univers de références et de normativités et une modification sur la longue durée, par à-coups successifs.

## La transition énergétique locale, une double peine pour les anciens mineurs

- 40 Dans cette partie, j'ai montré comment on pouvait saisir le processus de transition énergétique et ses conséquences à l'échelle du consommateur ou d'un groupe social particulier. Dans

la lignée de la sociologie de la consommation, j'ai établi comment les anciens mineurs de Provence enquêtés faisaient parfois face à un conflit entre une normativité issue de leur socialisation, une normativité issue de leur trajectoire sociale et la (les?) normativité(s) qui résulte(nt) de la nouvelle donne énergétique locale aussi bien que nationale. Je l'ai fait en essayant de ne pas imposer l'idée que les enquêtés étaient sommés de changer leur mode de consommation (en me centrant trop exclusivement sur le thème énergie, par exemple), ni dans l'objectif de dresser la liste de leurs « résistances » ou incompréhensions face au contexte de changement qui frappe le bassin minier de Provence. J'ai au contraire pris le parti d'examiner en quoi les choses changeaient et comment. Il en ressort que, loin de constituer des « résistants au changement », pour paraphraser le titre d'un ouvrage de Marie-Christine Zélem (2010), les anciens mineurs, comme tout consommateur ou presque, ne font jamais que déployer des stratégies (au sens faible) pratiques face à un contexte de désajustements entre leurs dispositions héritées ou acquises au fil de leur trajectoire et des cadres sociaux de la consommation qui mutent. Se joue là un dilemme (parfois imperceptible) qui résulte de l'attention au passé et de l'impossibilité de se projeter vers l'avenir, faute, peut-être, de ressources sociales et économiques suffisantes. Certes, il ne faut pas imaginer que les mineurs se trouvent comme écrasés par leur situation. Ils ont de la réserve de débrouille et ils « en ont vu d'autres ». Il ne faut pas non plus penser que le système paternaliste minier était préférable à la situation actuelle. Néanmoins, on peut imaginer les conséquences d'un tel déclassement dans des cas de fragilités plus avérées et notamment pour les descendants de ces derniers mineurs qui n'ont pas anticipé les transformations de l'organisation locale<sup>18</sup>.

41 J'ai aussi souligné ici l'importance de saisir précisément le contexte et le processus de socialisation à la consommation d'énergie. Je l'ai fait en mobilisant l'ensemble du cadre de consommation des anciens mineurs, leur mode de socialisation, etc. Aussi, pour reprendre F. Weber, il s'agit de remettre au premier plan de l'étude « le primat de la relation » (Weber, 2009, p.113) et non pas « d'analyser des relations abstraites entre des éléments d'un système » (Ibid.), mais des « interactions contextualisées » (Ibid.) qui vise à « une sorte de généralisation de l'idée de socialisation : ce n'est pas seulement dans la prime enfance que se fabrique la personne, mais dans la série de toutes les interactions auxquelles elle participe » (Ibid.) et il en va bien évidemment de même en matière de consommation d'énergie.

42 Il s'ensuit également de cette recherche que l'exhibition de concepts tels qu'« habitus énergétique » ou « culture de consommation », etc., parfois employés dans la littérature sur le sujet de l'encadrement de la consommation d'énergie des ménages (bien évidemment qui n'est pas nommée comme telle), s'ils ne sont pas restitués avec la rigueur empirique qui leur sied, viennent parfois dissimuler l'ensemble des interactions et empêchent de voir précisément ce qui se trame du point de vue du « consommateur » dans une période de crise des modèles de consommation énergétique. C'est dans cette voie que j'ai essayé de travailler. Le résultat de cette approche conduit, finalement, à mesurer la double peine qui affecte les mineurs de Provence dans le processus de transition énergétique locale : pour partie leur histoire est reformulée de façon hétéronome, du fait des nouvelles orientations locales et nationales en matière d'énergie; leur avenir et l'avenir de leur lignée familiale sont, eux, menacés par ce revirement de situation brutal. Par exemple, à la fin de l'entretien qui nous réunit, Robert et Fabienne ne manquent pas de souligner cette inquiétude.

Extrait de l'entretien avec Robert (R) et Fabienne (F) :

J'ai rencontré Robert et Fabienne lors de mes visites à l'association des anciens mineurs de Provence dans laquelle j'effectue mon enquête. Fabienne y est trésorière. Cette dernière s'est montrée très sympathique à mon égard dès les premiers moments. J'ai pris contact avec Robert lors de l'assemblée générale de l'association, au cours de laquelle j'ai présenté mon travail et sollicité les adhérents présents pour qu'ils me contactent s'ils étaient disposés à s'entretenir individuellement avec moi. Robert est venu à ma rencontre au moment de l'apéritif pour signaler qu'il voulait bien me recevoir chez lui pour un entretien. Il est délégué CGT depuis l'époque de la mine, et, encore aujourd'hui, pour la défense du statut du mineur. Il est également entraîneur du club de Rugby local. Avant notre entretien, j'ai eu l'occasion de le rencontrer seul une première fois, dans sa voiture, un jour où le président de l'association l'envoya me chercher à la gare où j'étais bloqué en raison d'une grève de bus. Malgré sa promesse d'entretien et mes tentatives

d'entrée en matière, Robert se montra peu loquace ce jour-là. Je me suis contenté alors de récupérer son numéro et de fixer un rendez-vous avec lui, à son domicile. La bâtisse est en bon état, mais ancienne d'apparence, sur deux étages et très large. Il y a un jardin, qui ne me semble pas vraiment entretenu à ce moment-là. Des véhicules y sont garés : une voiture de marque allemande de gamme moyenne, d'aspect neuve, dans laquelle je suis déjà monté lors de « l'épisode de la gare » ; un camion de l'école de rugby ; un véhicule utilitaire d'une entreprise de réparation et de dépannage pour l'électroménager. Fabienne vient à ma rencontre, elle est en survêtement avec des pantoufles, très à l'aise. Elle me fait entrer, Robert est toujours au lit et elle m'apprend qu'un de leur enfant (E.) est également toujours au lit (leurs trois enfants vivent dans la maison dans des appartements aménagés au second niveau). Elle me propose un café. Je prends place à la table de la cuisine où un petit déjeuner est préparé : bol, brique de jus de fruit, cake d'une marque de grande distribution, c'est en fait le petit déjeuner de Robert. Ce dernier arrive une dizaine de minutes plus tard, en slip et t-shirt, lui aussi très à l'aise, ce qui fait rire Fabienne. Il nous rejoint à table, me serre la main, prends un pilulier de cachet dans une étagère avoisinante et se sert de trois sortes différentes de médicaments. Fabienne lui sert son café, lui ouvre la boîte de cake. Je m'excuse de le déranger si tôt, ils me disent que ce n'est rien. J'entame une première question sur l'activité minière en général et je lui propose de « brancher le dictaphone, l'enregistreur... », cela ne pose pas de problème pour lui, me dit-il. Fabienne participera en partie à l'entretien, encourageant son mari à parler. Après avoir abordé plusieurs fois la question des enfants, l'entretien se termine finalement sur cette thématique.

Enquêteur (E) : On parlait de la transmission du travail aux enfants tout à l'heure... le dernier.

F : En 1986, né ici, les deux autres 1979 (leur fille) et 1981.

E : Mais pour votre génération de mineurs la transmission [aux enfants] ça se posait encore ?

R : Moi, je voulais qu'au moins un de mes enfants puisse rentrer à la mine.

F : Aujourd'hui, bon ils n'ont pas fait d'étude. S., elle a essayé de faire le droit, mais bon, elle a pas continué. C'est un truc il y avait beaucoup de racisme et tout, donc elle était pas motivée. Maintenant elle est dans le commerce. E. il est dans l'électroménager et T. il est cuisinier, à Aix. Et là ils partent, S. et T. en saison à Courchevel.

R : Cet été il (T.) s'en va en au Québec. Pour la Saison.

F : Mais bon c'est son rêve de partir là-bas, aux États-Unis tout ça.

E : Ils ont pu profiter de l'appartement en attendant de faire leur situation ?

F : Vu les salaires qu'ils ont. Bon T. ça va... mais S. et E., c'est pas possible.

R : Bon ils peuvent profiter du logement ici. Ils touchent 1300 €, avec des loyers minimum 700 €, c'est pas évident. [...]

E : ça ne doit pas être facile de trouver « du boulot » à Gardanne, sans diplôme?

F : Ma fille elle me dit souvent, "à 35 ans je suis toujours là. Chez les parents, j'ai l'impression d'avoir échoué. Vous à 35 ans vous aviez déjà fait tout". Il y a vraiment un mal-être chez ces jeunes depuis la fin de la mine... »

## Une transition énergétique entre crise de l'énergie et crise des modes de reproduction sociale

43 Pour conclure cet article, j'ai souhaité revenir sur les deux principaux résultats de ma recherche gardannaise afin de proposer une interprétation hétérodoxe de l'impératif de transition énergétique et d'en tirer les implications en termes de pistes de recherches. Dans mon exposé, j'ai montré, d'abord, que les politiques labellisées « transition énergétique » gagnent à être désubstantialisées et historicisées, comme je l'ai fait pour Gardanne, si l'on souhaite en comprendre le contenu, l'efficacité et les principes de légitimations. Ce résultat peut se résumer à l'idée que la transition énergétique est, comme problème public, une cause qui a ses entrepreneurs. Il y a lieu d'entendre la notion d'entrepreneuriat dans un sens large. Je reprends ici la notion telle qu'elle est développée dans la sociologie de l'action publique à la suite notamment d'Howard S. Becker (1968). L'entrepreneuriat politique dont je parle, a trait aussi bien à l'économie, qu'à des dimensions morales ou symboliques. À Gardanne, par exemple, c'est une entreprise au sens économique, puisqu'il s'agit en grande partie de réviser un modèle de développement économique communal, de faire des économies de consommation, de rénover le parc logement ou tertiaire pour le rendre moins consommateur d'énergie, etc.

C'est une entreprise politique au sens symbolique, ensuite, puisqu'il y a lieu de transformer la relation longtemps entretenue à un modèle de développement appuyé sur des énergies carbonées et la consommation de masse. Une entreprise morale, enfin, si on se réfère, par exemple, à la morale des économies d'énergie qui « sauvent la planète » ou encore protègent les générations futures qui sont promues de longue date par la commune. En conclusion de cet article, on peut finalement définir la transition énergétique comme une entreprise politique et symbolique visant à modifier concomitamment, pour une société donnée, d'une part, le mix énergétique par la diversification des sources et des modes de production d'énergie et, d'autre part les rapports et les modes de consommation vis-à-vis de celle-ci, afin de garantir, principalement, la continuité du mode de reproduction de cette « société ».

44 À une échelle plus microsociologique, celle qui a consisté à suivre la transition énergétique locale telle qu'elle est et a été vécue par les anciens mineurs de Provence, j'ai repéré le problème de l'articulation entre processus de transition énergétique et héritage de mode de vie et de consommation. Le résultat s'énonce, en réalité, comme une crise de la reproduction de l'identité sociale, des modes de vie et de la continuité des lignées familiales d'une fraction de classes populaires locales anciennement stables. C'est là une crise de reproduction sociale qui résulte bien, pour partie seulement, mais pour partie quand même, de la transition énergétique située sur ce territoire. En effet, celle-ci implique un processus de reconversion économique qui conduit à une translation de la structure sociale « vers le haut », car elle vient renchérir le coût du logement ou des dépenses associées (taxes, dépenses d'énergie, de rénovation énergétique); parce qu'elle modifie la hiérarchie des emplois (des Certificats d'aptitude professionnelle de mineurs, au niveau Licence 3 des nouveaux énergéticiens locaux) dans le secteur; du fait qu'elle redistribue les cartes du jeu politique local (du communisme à l'écologie), qu'elle recompose les modes de cohérence en basculant du local au métropolitain, voire à l'international (Garnier et Luciano-Morandat, *Op. cit.*) entraînant aussi bien les modes d'identifications que les temporalités; car elle disqualifie, en partie, l'héritage et le passé industriel par trop associé au charbon (énergie carbonée polluante) pour faire la place à la protection de l'environnement et aux énergies dites « propres », etc. Si ce résultat n'a après tout rien d'étonnant, cette « translation dans la transition » pourrait bien être l'angle mort des recherches actuelles portant sur les processus de transition énergétique.

45 Pour généraliser ces résultats, je peux aller jusqu'à dire que cette crise de la reproduction sociale, qui, à Gardanne, touche aussi bien les personnels politiques, les militants associatifs, les employés des infrastructures productrices que les consommateurs (mais, certes, ils le sont tous), remet au centre de l'analyse de la transition énergétique les rapports sociaux et les possibilités d'accumulation du capital social, financier et symbolique. À Gardanne, par exemple, si pour les uns la transition énergétique permet d'accumuler du crédit politique et d'opérer une série de reconversions symboliques et financières; pour les autres, elle engendre une série de ruptures dans le processus d'accumulation du capital et engendre, au moins théoriquement, l'impossibilité de maintenir le mode de vie hérité ou de transmettre celui-ci aux générations suivantes, celle de l'après-mine, notamment du fait d'un renchérissement des dépenses liées au logement, dans lesquelles l'énergie tient une place de choix, et de l'arrêt d'une activité salariée pourvoyeuse de revenus et de prise sur l'avenir, au moins relatif. C'est là un fait social qui dépasse, bien évidemment, le seul bassin minier de Provence et la seule dimension de l'énergie. Néanmoins, pour rester dans le secteur de l'énergie, la « décarbonisation » (partielle) de l'économie qui se joue à Gardanne, comme ailleurs bien évidemment, est loin d'être seulement une « révolution » vertueuse, porteuse de promesses technologiques et d'amélioration de la qualité de vie, comme semblait le croire Phillip U. Dunsky (2004) dans un article optimiste sur les changements en cours dans la filière énergétique, publié voilà dix ans en pleine effervescence des croyances sur les bienfaits de la transition énergétique. Avec suffisamment de recul historique, se dégage là, à Gardanne, une lecture historicisée et contextualisée d'un cas concret de transition énergétique. À mon sens, le cas du « choc » énergétique gardannais devrait au moins inciter à prêter attention à qui profite réellement la transition énergétique.

46 Il faut bien concéder que les résultats de cette recherche rejoignent en partie ceux des nombreux travaux de la sociologie française autour des processus de désindustrialisation des anciens bassins ouvriers et de la dissolution supposée de ce groupe, et plus largement des classes populaires. Je pense bien sûr au travail d'Olivier Schwartz (1989) déjà cité plus haut. Mais le parallèle peut également être tracé avec les recherches de Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999) réalisées au tournant des années 1990 aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard. Ces deux auteurs examinent le processus de désouvriérisation de ce bassin industriel et ses conséquences, dont certaines, comme l'accroissement de la perte de maîtrise sur l'avenir, sont à rapprocher de mes résultats. De nombreuses convergences se trouvent aussi avec les arguments de Florence Weber sur la dissolution de la « culture ouvrière » européenne (Weber, 2008) ou de Jean-Pierre Terrail (1990) sur le processus d'individualisation en milieu ouvrier. On peut aussi noter les proximités avec le travail de Marion Fontaine (2013) sur le bassin minier du Nord de la France. Dès lors, il conviendrait de se demander si les arguments tirés de cette enquête gardannaise n'ont pas plus trait à une histoire de reconversion industrielle qu'à une histoire de transition énergétique. Pour se convaincre du contraire, on peut regarder du côté d'autres groupes sociaux afin d'observer que le facteur propre de la désindustrialisation est insuffisant pour expliquer le cas gardannais de crise de la reproduction sociale. Patrick Champagne (2002), parmi d'autres auteurs, a proposé une analyse particulièrement éclairante dans son ouvrage sur la crise de la reproduction sociale de la paysannerie française entre les années 1950 et 2000. Il y détaille comment, en résumé, les voies de la « modernisation » de la production agricole ont conduit à la destruction des capitaux sociaux familiaux et des héritages des familles d'agriculteurs dont les propriétés sociales et le volume de capital (de toute espèce) n'a pu soutenir le passage d'un état de la structure productive à un autre. À bien des égards, le cas de Gardanne présente de nombreuses homologues avec les mécanismes générateurs mis en évidence par Champagne : crise de l'héritage et de la transmission des modes de vie et des identités sociales, dissolution des promesses d'ascension sociale intergénérationnelle pour une partie des agriculteurs comme pour certains mineurs, prise de pouvoir de nouveaux acteurs et de nouveaux cadres de référence dans le champ de l'agriculture comme dans celui de l'énergie. Ce qui est en cause, finalement, dans un cas comme dans l'autre, c'est, peut-être, la mise en faillite d'un état antérieur du mode de reproduction sociale, l'outil agricole d'un côté, l'outil énergétique de l'autre, et les formes de cohésions et d'organisations sociales qui y étaient en partie associées, auxquelles viennent se substituer d'autres, nécessitant des dispositions nouvelles et d'autres types de ressources sociales (ou de « capitaux » dans le langage de Champagne).

47 Dans ses implications indissociablement sociales, environnementales, économiques ou politiques, la transition énergétique prête donc à s'interroger sur les transformations des structures sociales qui lui sont associées. Si la question du caractère transposable des connaissances (Passeron et Revel, 2005, p.13) forgées à Gardanne reste entière, cette étude de cas ouvre néanmoins de nombreuses pistes d'investigations autour des transitions énergétiques. Celles-ci dépassent la seule incantation au changement pour un « avenir durable » afin d'y ajouter, par exemple, la proposition suivante : « mais pour quelles classes sociales? »

## Remerciements

48 Mes remerciements vont d'abord à mon directeur de thèse, Pierre Fournier, qui a participé à une partie de cette recherche et a commenté les communications dont est issu cet article. Je dois beaucoup à mes premiers relecteurs, Vincent Baggioni, Anaëlle Loze (doctorants en sociologie) et Sylvie Chioussé (chargée de communication et coordinatrice scientifique au LAMES), sans lesquels les premières versions du papier n'auraient pas beaucoup progressé. Je remercie également l'Observatoire hommes-milieus de l'ancien bassin minier de Provence qui a financé mes deux années d'investigations gardannaises. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ainsi que le Laboratoire ECLEER, qui cofinance ma thèse, me permettent de bénéficier de conditions de travail sociologique optimales, notamment pour la rédaction d'article, que ces institutions trouvent aussi ici l'expression de ma considération

envers elles. Je veux enfin souligner l'importance des commentaires, critiques et corrections des deux reviseurs anonymes. Ils ont permis de faire évoluer ce texte et de le rendre publiable, ce qui, bien entendu, n'engage en rien leur responsabilité au regard de mes arguments. Je les remercie chaleureusement.

## Biographie de l'auteur

- 49 Joseph Cacciari est doctorant au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES; Aix-Marseille Université, CNRS, UMR 7305) au sein duquel il est rattaché à l'axe 1 Espaces, territoires, environnement. Il réalise actuellement une thèse portant sur les transformations et les conflits en matière de normativité pesant sur les consommations d'énergie des ménages, sous la direction de Pierre Fournier. Cette thèse bénéficie d'une allocation de recherche de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie avec un cofinancement du laboratoire ECLEER.

---

## Bibliographie

- Andres, L. et B. Faraco, 2007, Territorialisation et appropriation des normes du développement durable. Agendas 21 locaux : vers un modèle explicatif des différenciations, *Critiques de la territorialisation. Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, Paris, L'Harmattan, pp.133-139.
- Alebon, K., 2002, Comment les gouvernements locaux intègrent le développement durable, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 3,3, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/4186> ; DOI : 10.4000/vertigo.4186.
- Beaud, S. et M. Pialoux, 1999, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, La Découverte, 492 p.
- Becker, H. S., 1968, *Outsiders, étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 247 p.
- Bellanger, E. et F.-M. Poupeau, 2013, *Lumières sur la banlieue. Histoire du syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC)*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Beltran, A., 1998, La politique énergétique de la France au XXe siècle : une construction historique, *Annales des Mines*, p. 6-10.
- Bourdieu, P., 1980, Le mort saisit le vif. Les relations entre histoire réifiée et histoire incorporée, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 32-33, pp. 3-14.
- Brubaker, R., 2001, Au-delà de l'identité, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 4, pp. 66-85.
- Champagne, P., 2002, *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française (1950-2000)*, Paris, Seuil, Essai, 336 p.
- Chavanon, O., O. Joly, D. Laforgue, R. Raymond et S. Tabois, 2011, Le scénario facteur 4 : les rhétoriques institutionnelles au regard des conduites ordinaires en matière de consommation d'énergie, *Développement durable et territoires*, 2, 1, [En ligne] URL : <http://developpementdurable.revues.org/8785>; DOI : 10.4000/developpementdurable.8785.
- Céfaï, D., 1996, La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques, *Réseaux*, 75, 14, pp. 43-66.
- Daumalin, X., J. Domenichino, P. Mioche et O. Raveux, 2005, *Gueules Noires de Provence; le bassin minier des Bouches-du-Rhône (1744-2003)*, Aix-en-Provence, Jeanne Laffitte, 271 p.
- Delpeuch, T., 2008, *L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art*, Paris, Centre d'études et de recherches internationales de Science po, 69 p.
- Dunsky, P.U., 2004, La révolution électrique en cours : portrait de l'émergence d'une nouvelle architecture dans les pays industrialisés, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 5, 1, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/3920> ; DOI : 10.4000/vertigo.3920
- Everett, H., 1996, Le drame social du travail, *Actes de la recherche en sciences sociales, Les nouvelles formes de domination dans le travail (2)*, 115, pp. 94-99.
- Fontaine, M., 2013, Le paternalisme est-il soluble dans la consommation? L'encadrement des mineurs consommateurs en question, *Histoire, économie & société*, 2013/3, 32, pp.75-86
- Garnier, J. et C. Lanciano-Morandat, 2006, *Temps sociaux et acteurs de la transition énergétique du bassin minier de Provence*, Daumalin, X., S. Daviet, P. Mioche, *Territoires européens du Charbon : des origines aux reconversions*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence.

- Herpin, N. et D. Verger, 2008, *Consommation et modes de vie en France*, Paris, La Découverte, Repères, 259 p.
- Lahire, B., 1998, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 271 p.
- Laforgue, D., 2012, *Être ou ne pas être éco-citoyen : une question d'institutions ?*, Chambéry, Université de Savoie, document de travail, 15 p. [En ligne] URL : <http://hal.univ-savoie.fr/hal-00710116>
- Lamanthe, A. et G. Gallenga, 2012, *La question énergétique comme analyseur des reconversions d'un territoire. Rapport pour l'Observatoire Hommes-milieus du bassin minier de Provence*, Aix-en-Provence, 150 p.
- Lamb, R., 1982, *Making the energy transition*, *Energy Policy*, 10, 1, mars 1982, pp.3-14.
- Le Goff, O., 1994, *L'invention du confort, naissance d'une forme sociale*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 215 p.
- Melchers R., 1988, *La vieillesse ouvrière : normativité et gestion de la vie*, *Déviance et société*, 12, 3, pp.197-236.
- Passeron, J.-C. et J. Revel (dirs.), 2005, *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS, 291 p.
- Pautard, E., 2009, *Vers la sobriété électrique, politiques de maîtrise des consommations et pratiques domestiques*, thèse de sociologie, Université Toulouse II, Le Mirail, 532 p.
- Poupeau, F.-M., 2008, *Les entreprises locales de l'énergie : la fin d'un levier d'action pour les villes françaises?*, *Annales de la recherche urbaine*, 103, pp.153-158.
- Raineau, L., 2012, *Vers une "transition énergétique"?*, *Natures Sciences Sociétés*, 19, pp. 133-143.
- Revel, J., 1996, *Micro-analyse et construction du social*, Revel, J., (dir.) *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Gallimard, Hautes-Études, Paris, pp. 15-36.
- Rumpala, Y., 2010, *Gouverner en pensant systématiquement aux conséquences? Les implications institutionnelles de l'objectif de « développement durable »*, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 10, 1, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/9468> ; DOI : 10.4000/vertigo.9468.
- Shove, E., G. Walker, 2007, *Transitions ahead: politics, practice, and sustainable transition management*, *Environment and Planning*, 39, pp.763-770
- Schwartz, O., 2009 [1re éd. 1989], *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, Quadrige, 564 p.
- Terrail, J.-P., 1990, *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, Paris, PUF, 275 p.
- Weber, F., 2008, *Une enquête dans l'histoire. Le travail à-côté, apogée d'une culture ouvrière européenne*, Arborio, A.-M., Y. Cohen, P. Fournier, N. Hatzfeld, C. Lomba, S. Muller, *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La découverte, coll. Recherches, pp.201-214.
- Weber, F., 2009, *De la modélisation à la description armée : le cas de l'ethnographie réflexive*, dans Weber F., *Manuel de l'ethnographie*, Paris, PUF, pp.125-135.
- Zélem, M.-C., 2010, *Politique de maîtrise de la demande énergétique et résistance au changement, une approche socio-anthropologique*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 323 p.

---

## Notes

1 Il persiste malgré tout en France certaines communes engagées dans la gestion locale de l'énergie, *via* notamment des régies municipales ou des entreprises locales de l'énergie (ELE). Les communes sont aussi autorités concédantes en matière de réseau et certaines sont regroupées dans une Fédération nationale des collectivités concédantes de réseau (FNCCR). Néanmoins, et particulièrement depuis les nationalisations d'après-guerre, la tendance générale est au recul de ces pratiques de gestion communale de l'énergie (par exemple, moins de 5 % de l'énergie distribuée en France provient d'ELE) même si cette thématique se manifeste sur l'avant-scène politique (au moins dans les discours) depuis les années 1990 (Beltran, 1998 ; Bellanger, Poupeau, 2005, Poupeau 2008).

2 Le passage à un mix énergétique dominé dans le secteur résidentiel par l'énergie électrique a par exemple redéfini la conception du confort domestique (Le Goff, 1994).

3 Cette enquête réalisée en deux périodes (2011-2012; 2012-2013) a bénéficié du soutien financier de l'Observatoire Hommes-milieus de l'ancien bassin minier de Provence. La première période (2011-2012) s'est inscrite dans un programme de recherche collectif portant sur la transition énergétique dans un espace en reconversion économique. Celui-ci a donné lieu à un rapport sous la direction scientifique d'Annie Lamanthe et de Ghislaine Gallenga (2012). Il convient ici de citer Rodolphe Dodier,

Pierre Fournier, Nassim Amrouche, Hubert Amarillo et Yaya Bassène qui ont également participé à ce programme de recherche.

4 Cette partie de ma recherche a fait l'objet de deux communications distinctes. La première lors des 1<sup>er</sup> Journées internationales de la sociologie de l'énergie, à Toulouse, en octobre 2012 : « *Quelle transition énergétique pour une ancienne commune du charbon? Entre impératif et opportunisme* », Toulouse (avec Pierre Fournier). La seconde, lors du séminaire ATRI MedEnergie du LabexMed d'Aix-Marseille Université, le 12 mai 2014 à Aix-en-Provence : « L'entrepreneuriat « énergétique » des collectivités locales : entre reconversion industrielle et recherche de nouvelles formes de légitimités ». Je remercie les personnes qui ont réagi à ces communications et m'ont ainsi permis d'approfondir mes arguments et de synthétiser l'ensemble du propos pour cet article.

5 Une partie de ma recherche visait d'ailleurs à mettre en parallèle le développement d'une politique de transition au niveau national et local à partir d'un dépouillement de la presse. Les articles ont été sélectionnés sur la base de mots clés dans une base de données de presse ou par dépouillement manuel de quatre quotidiens nationaux français : *Les Echos*, *La Tribune*, *Le Figaro*, *Libération*; et du magazine municipal de Gardanne, *Energie*. On compte au total 3251 articles pour la presse nationale et 200 articles dans la presse locale. Le principal résultat de ce volet de l'enquête est qu'il a permis d'examiner qu'au fil de l'avancer de l'institutionnalisation de la catégorie de transition énergétique dans les deux types de presse, une orthodoxie sur ce que doit être ce type de politique tend à s'imposer : empruntant les mêmes références ou principe d'action (le solaire, la maîtrise de la demande énergétique, la sobriété, etc.) et les mêmes codes. Cependant, à Gardanne, les références au passé industriel de la ville (notamment le passé minier) ne cessent d'être mobilisées, les formes de légitimation politique de la transition énergétique apparaissent donc plus étroitement corrélées au contexte local.

6 C'est l'objet de la seconde partie de l'article.

7 Il existe bien entendu toute une littérature sur les dispositifs de maîtrise de la demande énergétique, dispositifs plus ou moins réellement liés à la transition énergétique. Ce qu'on se propose de faire ici est relativement différent puisqu'on s'intéresse à des déformations du mix énergétique à l'échelle des ménages, pris dans un contexte de transition énergétique généralisée à l'échelle locale.

8 Cette deuxième partie de l'article a fait elle aussi l'objet de deux communications distinctes. D'abord au congrès de l'Association française de sociologie en septembre 2013, ensuite au sein du séminaire ATRI MedEnergie du LabexMed d'Aix-Marseille Université en novembre 2013 : « Analyser les consommations d'énergie au prisme de l'histoire sociale? Retour sur une enquête auprès des anciens mineurs de Provence et perspectives de recherches ». De nouveau, je remercie les participants pour leurs remarques et suggestions.

9 Je remercie les relecteurs pour m'avoir permis de prendre conscience de ce point.

10 Dans ce texte je distinguerai souvent ces trois notions, qui renvoient chacune à trois façons d'hériter d'un mode de vie. La reproduction consiste à reproduire dans le temps une pratique héritée sans en changer ni la forme ni le contenu (façon de manger et type de repas, par exemple). La reconduction désigne un changement dans le contenu de la pratique mais non dans sa forme à travers le temps (même façon de manger, mais type d'alimentation différent). La reformulation, enfin, est un changement de pratique que l'on peut considérer comme complet (changement dans les manières de tables et les aliments consommés) ou, au moins, dans la structure des manières de table, qui sont plus décisives.

11 La dernière réforme du « régime minier » date de l'année 2010. Elle a entériné la suppression d'une partie des avantages attachés au statut du mineur professionnel comme les dépenses de transports en ambulance ou taxi vers un professionnel de santé, l'hébergement lié aux cures thermales, les dépenses de médicaments hors des 63 pharmacies minières

12 Par exemple, en 2003, à l'occasion de l'affaire judiciaire dite « Voirot », durant laquelle les responsables des Houillères des Bassins de Lorraine ont tenté de faire annuler cette disposition par un tribunal sous prétexte, notamment, de la liquidation de l'institution.

13 Cela signifie que pour un couple sans enfant au domicile, avec une indemnité chauffage moyenne de 250 € par an en 2003, on obtient une indemnité de 290 € en 2013.

14 Pour illustrer ce propos un traitement secondaire des données du recensement général de la population de 2008 nous permet d'observer qu'à Gardanne 22.8 % des personnes ayant réalisé une scolarité n'excédant pas le Brevet des collèges utilisent le fioul comme combustible principal, alors que celui-ci n'est utilisé que par 18 % de la population locale prise dans son ensemble.

15 Afin de protéger les enquêtés d'une utilisation détournée des données présentées, les prénoms sont modifiés.

16 Pour dépasser le simple constat d'évidence qu'on cherche de l'aide là où on estime le plus certain de la trouver sur un mode utilitaire, il est important de souligner que ce ne sont pas n'importe quels anciens mineurs qui se tournent vers le marché parmi ceux enquêtés. Jean-Claude et Christophe se démarquent des autres mineurs enquêtés. Le premier par le fait qu'il n'est pas originaire d'une famille de mineur. Son père, commerçant (il possédait un restaurant routier dans le bassin minier), lui a appris les rouages du



commerce et de la négociation (on le voit dans l'exemple ci-dessous). Christophe, fils d'un comptable de la mine, est celui qui a connu la plus forte ascension au sein des Houillères du Centre Midi, finissant à un poste en surface suite à l'obtention d'un BTS. On peut suggérer qu'ils sont les plus à même de se trouver en proximité avec l'offre commerciale de conseil en énergie et en équipement énergétique.

17 Pour ce volet de ma recherche, j'ai traité les dossiers du FSE de la Maison des solidarités de Gardanne, un organisme d'assistance qui dépend du Conseil général des Bouches-du-Rhône (collectivité départementale), de 2004 à 2012. Je me suis appuyé sur échantillon de 399 dossiers (pour 204 demandeurs). Parmi eux, 133 dossiers ont fait l'objet d'un traitement exhaustif par une reconstitution complète de la carrière d'assistance des usagers.

18 L'un des axes de ma recherche était consacré à la comparaison des trajectoires sociales d'individus issus des classes populaires gardannaises saisis dans différentes cohortes générationnelles, notamment à partir des dossiers FSE mentionnés plus haut. Le résultat de ces comparaisons montre bien comment, à une génération d'écart, les trajectoires sociales ont tendance à être plus précaires pour les « derniers arrivés » des classes populaires, là où l'ancienne organisation locale faisait une grande place aux classes populaires.

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Joseph Cacciari, « L'impératif de « transition énergétique » comme double peine pour un territoire de la production énergétique soumis à reconversion », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 14 Numéro 3 | Décembre 2014, mis en ligne le 28 décembre 2014, consulté le 13 mai 2015. URL : <http://vertigo.revues.org/15499> ; DOI : 10.4000/vertigo.15499

---

### ***À propos de l'auteur***

#### **Joseph Cacciari**

Doctorant en sociologie, Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES, UMR 73 05, Aix-Marseille Université, CNRS), Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 5 rue du château de l'horloge, BP 647, 13094, Aix-en-Provence cedex 2, France, courriel : [cacciarijo@gmail.com](mailto:cacciarijo@gmail.com)

---

### ***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés

---

### ***Résumés***

Les discours politiques internationaux sur « la transition énergétique » omettent parfois de se placer à hauteur d'homme et de prendre appui sur l'histoire collective. Ils énoncent alors des objectifs relatifs aux changements dans les modes de vie à partir d'une vision de l'avenir fondée sur des équilibres souhaitables, indépendamment des conditions de leur avènement. Vue « d'en bas », pourtant, la transition énergétique ne procède pas d'une transposition homogène et mécanique de ces enjeux. Bien plus, elle mobilise parfois chez les agents sociaux des expériences du passé à partir desquelles ils examinent les conséquences sociales des déformations antérieures du mix énergétique et y associent des transformations des modes de vie. Regarder un tel processus à l'échelle d'un territoire comme Gardanne, au cœur de l'ancien bassin minier de Provence (Bouches-du-Rhône), qui a amorcé un changement de modèle énergétique dès les années 1990, anticipant l'arrêt de l'extraction de charbon local, permet de saisir la transition énergétique sous d'autres angles. Bien sûr en ce qu'elle bouleverse les habitudes de consommations et le rapport à l'énergie à toutes les échelles, mais aussi en ce qu'elle vient remettre en question la cohésion locale, centrée sur des dimensions productives et symboliques liées à l'énergie. Les transitions économique, symbolique et énergétique enchevêtrées là se prêtent bien à interroger la complexité des transformations de l'organisation sociale qui sont liées au changement de modèle énergétique. L'article s'appuie sur une enquête de deux années menée localement à différentes échelles d'observations de la transition

énergétique en-train-de-se-faire et sur une perspective tant diachronique que synchronique de ce processus.

International political speeches on « energy transition » sometimes forget to see things from a ground level and to root their analyses on collective history. In order to reach the best balances, they set up goals which are related to changes in the way of living without taking into account how those changes happen. However, from a « bottom perspective », energy transition does not proceed from an homogeneous and automatic transposition of these goals. Moreover, in order to search social consequences of the past transformations in the energy mix, some social agents sometimes refer to past experiences. Then, they associate their conclusions with changes in the ways of living. Studying such a process at the scale of an area like Gardanne, in the mist of a former mining area in Provence (Bouche-du-Rhône, France), will allow us to grasp the energy transition from other perspectives. In fact, since the beginning of 1990, this city has anticipated the stop of the local coal extraction and has started a change in its energy model. One of the aspects of this anticipation is to be found both in the way people consume and in their behaviors towards energy. It also raises questions about the local cohesion, based on productive and symbolical dimensions related to energy. In this example, economic, symbolic and energy transitions are linked and can let us question the complexity of transformations in the social organization when those transformations are related to changes in the energy model. The article is based on a two-year survey, conducted in a local area, on different scales, in order to observe a current energy transition, from a perspective which is diachronic and synchronic.

#### *Entrées d'index*

**Mots-clés** : Transition énergétique, action publique, production, consommation, classes sociales, reproduction sociale, héritage, bassin minier, Gardanne, reconversion économique

**Keywords** : energy transition, public action, production, consumption, social classes, social reproduction, mining area, inheritance, Gardanne, economic conversion